

Éditorial

L'exil comme une condamnation à mort ?

Condamné à mort suite au procès qui lui fut fait pour impiété, le philosophe Socrate aurait facilement pu, selon ses contemporains, éviter l'application de la sentence et fuir. Il refusa. Dans son Apologie de Socrate, son disciple Platon lui prête ces mots : « Me condamnerai-je donc à l'exil ; peut-être est-ce la peine que vous proposeriez. Mais il faudrait vraiment que je fusse bien attaché à la vie pour pousser l'aveuglement jusqu'à ne pouvoir me rendre compte que si vous, qui êtes mes concitoyens, n'avez pu supporter mes entretiens et mes propos, et les avez trouvés si insupportables et si odieux que vous cherchez aujourd'hui à vous en délivrer, je ne puis m'attendre à ce que des étrangers les supportent facilement. [...] Dans ces conditions, ce serait une belle vie pour moi de quitter mon pays, vieux comme je suis, de passer de ville en ville et d'être chassé de partout !¹ »

Platon fera du refus de son maître un exemple d'intégrité, celui-ci préférant la mort à la trahison de ses principes. Mais une autre analyse, sans doute plus prosaïque, pourrait aussi suggérer que l'Athénien qu'était Socrate considérerait peut-être l'exil comme un châtement égal voire pire que la mort. Car, comme le rappelle Lorena Ulloa dans l'article ci-contre, la mise en exil d'autrui n'est pas une condamnation anodine, c'est un « châtement politique », un « traumatisme, une obligation de quitter le pays pour avoir été persécuté ou par crainte de l'être ». L'individu est arraché de force à sa vie, à ses repères, aux siens et expulsé brutalement de son univers.

Les mots choisis par Emmanuel Carrère dans sa biographie consacrée au poète et provocateur russe Edouard Limonov sonnent particulièrement juste à cet égard. Dans une comparaison entre l'expulsion forcée de Soljenitsyne, d'un côté, et l'émigration choisie de Limonov, de l'autre (tous deux ayant, par hasard, quitté l'Union Soviétique au printemps 1974), Carrère décrit ce qui, pourtant, relie l'expérience de chacun des deux hommes : « À nous qui allons, venons et prenons des avions à notre guise, il est difficile de comprendre que le mot « émigrer », pour un citoyen soviétique, désignait un voyage sans retour. Il nous est difficile de comprendre ces mots, simples comme un coup de hache : « pour toujours ». » Et il ajoute plus loin : « Chaque parcelle de ce monde si familier serait bientôt, et définitivement, hors d'atteinte [...]. Quitter cette vie-là, celle qu'on avait toujours connue, pour une autre dont on espérait beaucoup mais ne savait presque rien, c'était une façon de mourir.² »

Certes, Limonov, comme Soljenitsyne, finit par retourner dans son pays, de même que bon nombre d'exilés chiliens, espagnols et bien d'autres encore. Mais cela ne doit pas faire oublier que, au-delà du fait que certains ont pu décéder avant d'avoir l'opportunité de revenir, le départ fut pour tous un processus brutal se déroulant dans la perspective d'un retour impossible. Et le présent numéro a notamment pour utilité de rappeler que ce qui est vrai pour l'exilé politique l'est aussi, largement, pour l'émigré économique ou climatique. De là, l'importance du petit bagage que chacun emporte avec lui – un engagement politique, sa langue natale, une pratique culinaire, une mémoire familiale – et qu'il pourra éventuellement transmettre afin de retisser du lien entre les différents mondes qu'il aura pu connaître, les différentes générations qui auront pu se succéder, les différents combats qui auront pu être menés.

Une façon de mourir, dit Carrère, mais aussi de vivre

Julien Paulus,
Rédacteur en chef

Exil,
migrations
et
transmissions



Éxodo, Fondo Isabel Morel. Colección Museo de la Memoria y los Derechos Humanos.

L'exil chilien à Liège,
trois générations en miroir

Par Lorena Ulloa,
Migrante et anthropologue chilienne, assistante (LASC, IRSS-FaSS, ULiège)

Lorsqu'on parle d'exil politique, de générations et de transmission, on pense toute de suite à l'héritage politique que les générations qui l'ont vécu ont transmis à leurs descendants. L'exil politique étant une migration forcée par des causes politiques, il est prévisible que la transmission soit associée à des éléments de cet ordre.

Cependant, une immersion¹ dans la vie quotidienne de familles d'exilés politiques chiliens (habitant en Belgique depuis 40 ans) m'a fait découvrir un héritage dont le contenu n'est pas toujours en relation avec le domaine politique, mais avec ce qu'ils sentent avoir perdu (au-delà de la défaite d'un projet politique²) : des êtres chers, des modes de vie, leur pays natal, leur passé. Avant d'illustrer la transmission entre générations au travers de la présentation succincte d'une pratique de circulation de mots en espagnol, j'aborderai ce qu'on comprend par exil politique et les différences entre celui-ci et les autres migrations.

Exil politique : de quelle migration parlons-nous ?

L'exil est un phénomène polysémique³, il est donc plusieurs choses à la fois. C'est un châtement politique contre des personnes considérées comme opposants au pouvoir en place. Il est aussi un récit, une expérience, un traumatisme, une obligation de quitter le pays pour avoir été persécuté ou par crainte de l'être. Au cours des années 1970 et 1980, les dictatures civique-militaires⁴ de l'Amérique Latine ont produit des centaines de milliers d'exilés politiques et de déplacés forcés⁵. L'exil est donc, également, une forme spécifique de migration forcée qui s'inscrit dans le champ de la migration et des mobilités⁶.

Bien que l'exil politique se situe dans le domaine de la migration forcée et qu'il comporte des différences avec d'autres types de migrations, il est nécessaire de nuancer la distinction entre l'exil politique et la migration économique. Cette distinction est souvent établie sur le clivage entre le caractère

non volontaire de l'exil politique et celui dit « volontaire » de la migration économique, ainsi que sur le discours politique et médiatique des pays récepteurs des migrants qui voient le phénomène migratoire en tant que problème⁷. Le migrant « économique » apparaît alors comme moins légitime à la politique d'asile qu'un exilé politique. Or aucune migration n'est totalement volontaire et dissociée de ses causes, qu'elles soient économiques, politiques, environnementales ou un mélange de celles-ci en étroite imbrication. Au Chili, par exemple, durant la période dictatoriale, l'instauration d'un régime économique ultralibéral qui précarisait le travail a obligé les gens à partir à l'étranger. Ainsi, les causes de départ d'un migrant dit « économique » trouvent aussi leurs origines dans la sphère politique.

Aujourd'hui, et d'après le Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, il existe une reconnaissance du fait que la migration peut être mixte. Elle répond bien à une multiplicité de causes et de motivations (où des forces s'exercent et des choix s'opèrent à différents degrés) et à la composition hétérogène des migrants qui se déplacent puisque dans un même flux migratoire, il peut y avoir des personnes qui fuient un conflit ou des conditions de vie déplorables, mais aussi des personnes qui cherchent à améliorer leurs conditions de vie⁸. Donc, en établissant qu'aucune migration n'est totalement volontaire et dissociée de ses circonstances, qu'il n'y a pas de hiérarchie ni de séparation absolue entre les causes de départs des réfugiés politiques et économiques, quels sont donc les différences entre l'exil politique et la migration dite « économique » ?

1 Platon, Apologie de Socrate, Paris, Garnier-Flammarion, p.74
2 Emmanuel Carrère, Limonov, Paris, Folio, 2013, pp.135 et 136.

Tous surveillés, pour notre bien ?

Un corpus documentaire proposé par « The Conversation »

Du marketing commercial au marketing politique, le pas est franchi ! L'usage des technologies numériques exploitant nos données personnelles est aujourd'hui une réalité qui doit nous préoccuper.

Jusqu'il y a peu, le monde politique s'intéressait par le biais de sondages à l'intention des électeurs sans véritablement entrer dans leur intimité. Depuis l'avènement des réseaux sociaux – qui ont largement contribué à la récolte de données permettant de profiler les individus et de segmenter la population –, le monde politique s'est emparé de ces techniques que l'on croyait réservées exclusivement au monde économique, comme l'a révélé, en 2016 déjà, le scandale de *Cambridge Analytica*.

À cette mise en œuvre, la crise sanitaire vient de donner un coup de fouet : la peur ambiante est devenue un levier important de mobilisation du développement d'un contrôle des populations, de leurs déplacements, de leurs habitudes et modes de consommation et, enfin, dans ce qui au plus intime d'elles-mêmes, forge leur opinion personnelle. Le smartphone, désormais généralisé et quasi vital, permet ainsi d'assurer un traçage que la lutte contre la covid-19 veut légitimer.

Après la peur du terrorisme nourrie par les vagues d'attentats qui ont suivi le 11 septembre 2001, la pandémie actuelle ouvre la voie de mesures dites d'urgence

nationale, de dispositifs d'exception qui risquent cependant de se pérenniser au-delà des moments des crises qui les ont justifiés. Et parmi les dangers les plus souvent évoqués, figure bien entendu la monétisation des données collectées à des fins marchandes ou politiques dont nous avons parlé mais aussi, plus inquiétant encore, une mise sous surveillance accrue des opinions personnelles, voire l'installation progressive d'un contrôle permanent de chaque individu à l'image d'applications déjà développées en Chine ou en Russie sous la couverture faussement bienveillante d'un discours axé sur la gouvernance collaborative.

Plus que jamais, la vigilance est donc de rigueur afin de ne pas préparer aujourd'hui, sous le coup de l'émotion, le chantier de mise à mal de nos démocraties qui nourrissent en leur sein des opportunités dangereux...

Au travers d'un corpus documentaire qui interroge, le média en ligne collaboratif et association sans but lucratif « The Conversation » nous invite à la réflexion. L'objectif non dissimulé de cet organe est d'éclairer l'actualité et de susciter le débat citoyen. Il s'agit d'un support gratuit et sans publicité animé par une équipe de journalistes qui génère un contenu fondé sur l'expertise fiable de chercheurs et d'universitaires spécialisés.

Au cœur des préoccupations de l'ASBL Les Territoires de la Mémoire, cette thématique, celle des dérives liberticides consécutives à la crise du Coronavirus, a évidemment retenu toute notre attention. En témoignent les différents

articles et autres alertes publiés sur notre site. Ainsi, le 22 avril dernier, les Territoires de la Mémoire se joignaient à beaucoup d'autres pour alerter sur les risques liberticides et d'« effet cliquet » (aussi en matière des droits fondamentaux dans le cadre d'une mise en place d'une application de *tracing* ou *tracking*). Et demandaient : « exploiterons-nous les leçons de *Cambridge Analytica* ou du *Patriot Act* ? » En mai, l'inquiétude et la vigilance portaient sur un projet de loi réglementant l'application de traçage des personnes contaminées par le coronavirus, annoncé à la Chambre et comportant un très sérieux risque de non-retour en arrière (« effet cliquet »).

Nous vous recommandons donc sans réserve la lecture de ce corpus documentaire dont la présente introduction vous aura déjà, nous l'espérons, laissé entrevoir toute la pertinence et/ou invité à la réflexion.



(cc)Berlinschneid

Tous surveillés, pour notre bien ?

Depuis le début de la crise, une grande partie de l'opinion s'est interrogée sur l'utilisation des données informatiques à la disposition des scientifiques et des politiques.

Lancée il y a quelques jours, l'application StopCovid connaît ainsi des débuts difficiles : moins de 2% de la population l'a activée sur son smartphone. Serge Abiteboul (École normale supérieure) estime que pour être efficace une telle application devrait être téléchargée par environ 60% des Français. Un des facteurs limitant son usage pourrait être la peur de la surveillance exprimée à l'envi sur les réseaux sociaux.

Différentes stratégies ont pourtant été développées dans plusieurs pays afin de faire de votre téléphone mobile un

outil de la lutte contre l'épidémie, comme l'expliquent Marcel Moritz et Audrey Dequesnes (Université de Lille).

Sortons du domaine de la santé, pour celui de la politique où, là aussi, nos données valent de l'or. « Peu importe l'échelle, certains professionnels sont désormais en mesure de connaître de manière très précise le profil des électeurs, et même de le géolocaliser » explique Virginie Tisserant (Université Aix Marseille).

Enfin, si en France l'État nous surveille – numériquement – peu, il n'en est pas de même en Chine. Virginie Arantes (Université Libre de Bruxelles) nous apprend notamment que les autorités vont même jusqu'à contrôler si les citoyens trient correctement leurs déchets.

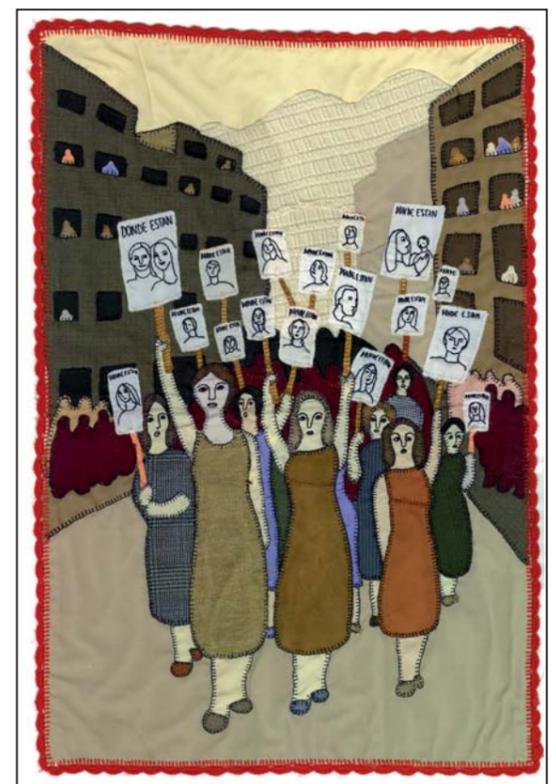
Tous ces textes et analyses, ainsi que beaucoup d'autres, sont à retrouver sur : www.theconversation.com (L'expertise universitaire, l'exigence journalistique)

Les arpilleras : De fil en aiguille, lutter contre la dictature, le patriarcat et l'oubli¹

On sait de la dictature militaire chilienne (1973-1990), combien elle a exercé une terreur et un contrôle total sur la société au moyen d'une violence institutionnelle et militaire sans précédent.

Si ceux-ci s'exerçaient sur tous les opposants politiques (ou suspectés de l'être), notamment de l'Unidad Popular (parti de Salvador Allende) et du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), d'autres voix font entendre que cette dictature est venue se greffer sur une autre, celle du patriarcat. En lutte contre un double pouvoir, à la fois militaire (couplé au néolibéralisme qui trouve là un de ses premiers terrains de jeu) et patriarcal, une résistance des femmes s'organise. Les arpilleristas, femmes tisserandes chiliennes pour beaucoup issues de milieux pauvres, développent ainsi un récit de la subversion à la fois sociale, politique et économique à l'aide d'un fil et d'une aiguille. Organisées dès 1973-1974 en véritables ateliers coordonnés par le Vicaría de la Solidaridad (Vicariat de la Solidarité), ces femmes sortent de l'invisibilité domestique dans laquelle elles sont tenues, pour se revendiquer en tant que sujets politiques actifs capables d'intervenir dans la sphère publique. Elles développent ainsi non seulement un réseau de solidarité, notamment par la vente et la diffusion de leurs œuvres, mais également une critique radicale du régime sous tous ses aspects et une véritable culture de résistance qui s'exportera hors des frontières chiliennes. Certaines des arpilleras qui ont accompagné l'exil et échappé à la censure, ont ainsi contribué à tisser un réseau de solidarité international avec la cause chilienne et à activer la prise de conscience au niveau mondial des crimes commis au Chili.

Un fil et une aiguille comme armes contre l'oppression, contre l'oubli... pour réparer une identité et une mémoire fracturées.



Marcha de mujeres familiares de detenidos desaparecidos, Fondo Isabel Morel. Colección Museo de la Memoria y los Derechos Humanos



Olla común, Fondo Rosemary Baxter. Colección Museo de la Memoria y los Derechos Humanos.

¹ Cette note se base sur l'article de Roberta Garieri, « Écritures de la subversion : les arpilleristas chiliennes », *Archives of Women Artists Research & Exhibitions magazine* [en ligne], mis en ligne le 17 mars 2019, consulté le 29 juin 2020, <https://awarewomenartists.com/magazine/ecritures-de-la-subversion-les-arpilleristas-chiliennes/>

Ce numéro a été illustré par des arpilleras dont les droits de reproduction nous ont été accordés par le Musée de la Mémoire et des Droits humains (*Museo de la Memoria y los Derechos humanos*) de Santiago du Chili.

La cuisine en contexte migratoire : identité, mémoire et participation

Les réflexions que je présente dans cette courte contribution sont issues de mes recherches dans le domaine de l'anthropologie de l'alimentation. Plus particulièrement, je m'intéresse aux pratiques culinaires et aux habitudes alimentaires de migrant.e.s ou individus issu.e.s de la migration, lesquelles soulèvent des enjeux spécifiques qu'il est intéressant d'étudier.

En effet, l'alimentation en contexte migratoire constitue depuis plusieurs années un objet d'intérêt pour de nombreux/ses chercheur.e.s, lesquelles ont ainsi contribué à façonner un champ d'études en soi, qui ne cesse de se développer et enrichir de nouvelles contributions, en termes à la fois d'exemples ethnographiques et d'analyses, théorisations et conceptualisations des enjeux en question. Ce qui a permis le développement de ce champ est tout d'abord le constat – issu notamment de la littérature socio-anthropologique sur l'alimentation, mais aussi de l'histoire de l'alimentation – de la portée complexe du fait alimentaire, portée d'ordre symbolique, affectif, social, économique, politique, entre autres. Cela veut dire qu'acheter, cuisiner, manger sont des actes non seulement déterminés par les besoins physiologiques auxquels ils répondent, mais aussi dictés par des choix individuels et collectifs. Ces choix dépendent en effet d'une pluralité d'éléments socio-culturels qui impactent les goûts des individus, ce qui fait aussi que se nourrir d'une certaine manière implique des conséquences qui vont bien au-delà de l'apport organique au corps des êtres humains. La nourriture est non seulement symbole de positionnements et appartenances, qui se manifestent ainsi au travers des choix alimentaires ; elle est aussi centrale aux relations sociales, elle est dotée d'une « socio-matérialité » (Harbers et al., 2002: 207), elle est « culture » (Montanari, 2006), dans la mesure où elle est choisie, cuisinée et consommée de manière différenciée parmi les individus et les groupes. Ainsi, l'alimentation engage des processus sociaux (Mintz et Bois, 2002), elles créent des valeurs symboliques (Munn, 1976; Kniazeva & Venkatesh, 2007), elle contribue à la construction sociale de la mémoire (Sutton, 2001; Holtzman, 2006) et à façonner les représentations identitaires des groupes (Lupton, 1996).

« [M]anger c'est parler le même langage », écrit Jean-Pierre Corbeau (Poulain & Corbeau, 2002), sociologue de l'alimentation, en décrivant la formation de systèmes culinaires différenciés, que l'on pourrait définir comme « des ensembles d'ingrédients, de condiments et de procédés partagés par un ensemble d'individus dans un contexte historique et territorial précis » (González Turmo, 2012: 129). Cette définition met en évidence la contextualité d'habitudes alimentaires partagées et la dimension collective de l'alimentation. Or, ces habitudes participent également d'une mobilité qui transcende le cadre territorial auxquelles elles étaient originellement liées, ainsi que le cadre temporel, si l'on pense au rôle de la mémoire et de l'imaginaire dans la définition de l'appartenance à un système culinaire particulier. La nourriture devient ainsi ce que certain.e.s chercheur.e.s appellent un *foodscape* (Guigoni, 2004), c'est-à-dire un locus, un site qui se compose de pratiques mais aussi de discours, au sein duquel s'exercent des connexions socio-culturelles, politiques et économiques.

La mobilité, la circulation des individus et des choses jouent un rôle dans la définition de significations partagées qui concernent l'alimentation, et c'est précisément à cela que s'intéresse le champ d'étude de l'alimentation en contexte migratoire, en croisant ainsi les études sur les enjeux liés à la migration. Étudier l'alimentation en contexte migratoire signifie tout d'abord porter l'attention au fait que, lors d'un déplacement, les individus ou les groupes sont confrontés à des styles alimentaires différents. Plusieurs recherches s'engagent alors à vérifier dans quelle mesure cette rencontre avec l'altérité alimentaire défie l'identité individuelle (Spiro, 1955; Crenn, 2004; Cardona, 2004) et quelles pratiques elle engage afin de la préserver (Hage, 1997; Beyers, 2008; Diner et Diner, 2009). Pour le dire suivant Abdelmalek Sayad, l'alimentation en contexte migratoire est « un moment de vérité » (Sayad, 1999), imbriquant la volonté d'établir une continuité dans l'histoire et la mémoire familiale d'un groupe avec « la rupture que l'immersion dans le pays d'immigration a produite [...] », comme Chantal Crenn le souligne aussi (Crenn, 2006: 123). Le mouvement des individus et des choses, ici les ingrédients, les recettes, les ustensiles, les manières de cuisiner et de manger, les normes de commensalité, contribuent à la reproduction d'identités ethniques, religieuses, de classe ou nationales (Mintz, 2008: 510). Identités qui sont néanmoins constamment

négociées et redéfinies en contact et dialogue avec des habitudes alimentaires différentes. Identités aussi qui sont mises en scène, objectifiées et commodifiées d'une certaine manière, lorsque les habitudes alimentaires sortent de l'espace domestique et familial et engagent l'espace public. Il s'agit d'« identité[s] externalisée[s] » (Fabietti, 1995), exhibées avec orgueil et également « consommées » par d'autres individus, car ces identités se matérialisent dans des aliments et préparations lesquels deviennent ainsi un moyen d'être pour les autres (Sartre, 1943).

En effet, sont nombreux les événements dans lesquels la nourriture occupe une place importante au sein d'activités organisées dans l'espace public. Plus particulièrement la nourriture « venant d'ailleurs », préparée par des personnes migrantes ou issues de la migration, fait l'objet de nombre d'initiatives interculturelles. L'espace que la nourriture occupe au sein de ces événements est déterminé aussi par les politiques locales relatives à la gestion de la diversité. Cet espace est donc, d'une certaine manière, surdéterminé : ces politiques établissent souvent les critères de la participation des migrant.e.s dans les sociétés contemporaines dites multiculturelles, ou diversifiées, voir super-diversifiées. Souvent ces politiques produisent une essentialisation des « cultures », par exemple en associant certains aliments et préparations à un groupe culturel défini, une catégorie d'individu, et en les plaçant en dehors du système alimentaire local, en les ethnicisant. La diversité culturelle est ainsi encouragée mais aussi nommée et contrôlée, pour qu'elle ne porte pas atteinte à la cohésion socio-politique locale (Martiniello, 2003: 132).

Néanmoins, au-delà de ces contraintes structurelles à l'action, la cuisine est un moyen fort de participation non seulement socio-culturelle mais aussi politique des individus, et en particulier des migrant.e.s, dans l'environnement local. En outre, les pratiques amenées par les migrant.e.s peuvent questionner et redéfinir les habitudes locales, souvent à la suite d'un processus politique de revendication de place. La portée politique d'un plat dérive des significations denses dont la nourriture est chargée (les symboles que certains aliments véhiculent) et des enjeux qui découlent de sa préparation et consommation. En contexte migratoire, ces enjeux concernent tout d'abord la possibilité d'exercer les pratiques alimentaires auxquelles on est familier, dans un contexte au sein duquel ces pratiques ne sont pas majoritaires. Il s'agit donc de reconnaître le droit à la diversité, intégré dans un espace où plusieurs positionnements sont possibles. Ensuite, ces enjeux concernent le fait qu'amener sa cuisine familiale en contexte public, permet de se positionner dans cet espace voire de revendiquer la reconnaissance du droit à la participation, au travers de la visibilité donnée à des savoir-faire et expériences propres.

Les exemples concrets de ce processus sont nombreux, visibles également sur le territoire liégeois. Nous pouvons rappeler les activités culinaires organisées par la « Voix des Sans-Papiers de Liège », un collectif de migrant.e.s qui ont demandé – mais pas obtenu – l'asile en Belgique et qui sont dans l'impossibilité de rentrer dans leur pays d'origine. L'invisibilisation de leur présence opérée par les autorités, pour lesquelles ces individus n'existent qu'en cas d'arrestation et injonction d'expulsion, est contrée par la volonté de se rendre visible et de légitimer ainsi cette présence. Cette volonté s'exerce au travers de certaines activités qui incluent également la préparation de nourriture. Les membres de la « Voix des Sans-Papiers de Liège » participent à une série d'événements en apportant leur service « catering » qui permet non seulement de partager des plats provenant d'autres contextes culturels, mais aussi d'avoir un rôle actif dans l'environnement local, en réclamant donc cette visibilité et en se positionnant en tant qu'acteur politique à part entière. La cuisine qui sort de l'espace domestique et familial – tout en gardant son lien avec cet espace, la mémoire et l'identité qui en dérivent – permet ainsi de s'auto-définir dans l'espace public en transmettant la cohésion d'un groupe social (dans ce cas de personnes en séjour illégal sur le territoire qui luttent pour la régularisation) et la légitimation de celui-ci et ses démarches.

Cet exemple, comme d'autres pourraient le faire, démontre que le potentiel politique est un élément central des pratiques liées à l'alimentation, et plus particulièrement lorsque les personnes qui les exercent vivent dans un contexte de migration – et d'exclusion de la société dans laquelle elles résident. La cuisine et la commensalité qui en dérive font l'objet d'un usage politique (De Galember, 2007) et social permettant de rétablir l'inclusion. Cela veut dire que « raconter ses racines », son histoire, son vécu au travers de la cuisine amenée en dehors des espaces privés

Par Elsa Mescoli, Chercheuse postdoctorale et Maître de conférences à l'Université de Liège (CEDEM - Centre d'études de l'ethnicité et des migrations, LASC - Laboratoire d'anthropologie sociale et culturelle)

constitue le moyen pour créer des sociabilités et participer activement au contexte vécu, permettant ainsi de développer un dynamisme culturel et un apport important à la société locale (Martiniello, 2003: 130).

Bibliographie :

- Beyers, L., 2008. Creating Home Food, Ethnicity and Gender among Italians in Belgium since 1946. *Food, Culture and Society: An International Journal of Multidisciplinary Research* 11, 7–27.
- Cardona, E.T.C., 2004. Re-encountering Cuban Tastes in Australia. *The Australian journal of anthropology* 15, 40–53.
- Crenn, C., 2004. Les recettes de Shéhérazade au pays du vin. Corps de rêves ou rêves de femmes entre le Maroc et la France. *Les Cahiers de l'Ocha* 10, 96–112.
- Crenn, C., 2006. Normes alimentaires et minorisation « ethnique ». Discours et pratiques de femmes originaires du Maroc (vignoble bordelais). *Journal des anthropologues*, 123–143.
- De Galember, C., 2007. Les acteurs publics à la table de la mosquée: les usages politiques de la commensalité. *A croire et à manger. Religions et alimentation*, 233–248.
- Diner, H.R. et Diner, H.R., 2009. *Hungering for America: Italian, Irish, and Jewish foodways in the age of migration*. Harvard University Press.
- Fabietti, U., 1995. *L'identità etnica: storia e critica di un concetto equivoco*. NIS, Roma.
- González Turmo, I., 2012. Chapitre 5. La diète méditerranéenne: consommation, cuisines et pratiques. *MediTERRA*, 121–140.
- Guigoni, A., 2004. Introduzione à la carte. In Guigoni, A., *Foodscapes. Stili Mode Culture del cibo di oggi*, Società della scienza, Polimetrica Publisher, Milano, 13–24.
- Hage, G., 1997. At home in the entrails of the west: multiculturalism, ethnic food and migrant homebuilding. In Hage, G., Johnson, L., Langsworth, J., & Symonds, M. (dir.). *Home/world: Space, community and marginality in Sydney's West*, Annandale: Pluto Press, 99–153.
- Harbers, H., Mol, A. et Stollmeyer, A., 2002. Food Matters Arguments for an Ethnography of Daily Care. *Theory, culture & society* 19, 207–226.
- Holtzman, J.D., 2006. Food and memory. *Annual Review of Anthropology* 35, 361–378.
- Kniazeva, M., Venkatesh, A., 2007. Food for thought: A study of food consumption in postmodern US culture. *Journal of consumer behaviour* 6, 419–435.
- Lupton, D., 1996. *Food, the Body and the Self*. SAGE.
- Martiniello, M., 2003. The state, the market and cultural diversity. *Immigrants & Minorities* 22, 127–140.
- Mintz, S., 2008. Food and diaspora. *Food, Culture and Society: An International Journal of Multidisciplinary Research* 11, 509–23.
- Mintz, S.W., et Du Bois, C.M., 2002. The Anthropology of Food and Eating. *Annual Review of Anthropology* 31, 99–119.
- Montanari, M., 2006. *Il cibo come cultura*. GLF editori Laterza, Roma.
- Munn, N.D., 1976. *The fame of gawa. A symbolic study of value transformation in a massim (Papua New Guinea) society*. CUP Archive.
- Poulain, J.-P., Corbeau, J.-P., 2002. *Penser l'alimentation. Entre imaginaire et rationalité*. Toulouse: Éditions Privat.
- Sartre, J.-P., 1943. *L'être et le néant, essai d'ontologie phénoménologique*. Gallimard, Paris.
- Sayad, A., 1999. *La double absence: Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Éd. du Seuil.
- Spiro, M.E., 1955. The acculturation of American ethnic groups. *American Anthropologist* 57, 1240–1252.
- Sutton, D.E., 2001. *Remembrance of repasts: an anthropology of food and memory*. Berg.



Qui se souvient ? Sociologie de la mémoire familiale

Entretien avec David Lepoutre, professeur de sociologie à l'université de Paris Nanterre

Gaëlle Henrard : Pourriez-vous recadrer brièvement l'objet et le déroulé de l'étude que vous avez menée auprès de ces adolescents issus de ce qu'on appelle communément « les quartiers populaires » et qui font l'objet de votre livre *Souvenirs de familles immigrées* ?

David Lepoutre : La recherche qui a donné matière au livre *Souvenirs de familles immigrées* est déjà lointaine, puisqu'elle remonte à 1997. À l'époque, j'enseignais l'histoire-géographie au collège Raymond Poincaré, à La Courneuve, une banlieue populaire de l'est de l'agglomération parisienne. Nous avons monté avec deux collègues de l'établissement un atelier d'écriture sur le passé familial, avec une classe de troisième. Cet atelier s'est prolongé pendant trois ans supplémentaires, avec trois autres classes de troisième. En parallèle, j'ai mené ma propre enquête par entretiens sur la mémoire familiale, auprès des adolescents et de leur famille. Les élèves des deux premières classes ont été intégrés au projet d'ouvrage. Ceux des deux autres classes à un projet d'exposition. Chaque élève devait rédiger un texte à partir d'une question apparemment simple, mais qui s'est avérée pleine de sous-entendus, par exemple celui associé à l'usage de l'imparfait dans la formulation : « Où habitaient vos grands-parents et quel métier faisaient-ils ? ». Les élèves ont aussi été sollicités pour fournir des photos de famille et pour constituer leur propre arbre généalogique familial. Les élèves associés au projet de livre ont tous signé un contrat d'édition. Il s'agit donc d'une sorte de recherche action. L'élaboration et l'achèvement du livre, publié en collaboration avec Isabelle Cannoodt, ont cependant été très longs, puisque l'ouvrage n'a été publié qu'en 2005, bien longtemps après la fin de l'atelier et même de mon départ de l'établissement pour enseigner à l'Université.

Gaëlle Henrard : Vous évoquez les « conditions structurelles d'accès au passé » pour les adolescents qui ont participé à votre recherche. Pourriez-vous expliquer ce que cela recouvre et ce qu'il en était concernant l'objet de votre recherche ?

David Lepoutre : Les élèves des deux classes intégrées au projet de livre, et d'une façon générale presque tous les élèves de ce collège, appartiennent à des familles populaires, issues de l'immigration ou des départements d'outre-mer. Pour le dire précisément, sur les 106 parents sur lesquels j'ai obtenu les données sociodémographiques, il y a un seul cadre, 5 membres des professions intermédiaires et 3 artisans ; tous les autres parents sont employés, ouvriers, ou femmes au foyer. Concernant les origines, sur les 35 adolescents co-auteurs du livre, 3 seulement sont issus de familles franco-françaises métropolitaines. Tous les autres sont issus de familles originaires de pays étrangers ou des DOM. Quelques adolescents ont eux-mêmes immigré avec leur famille quand ils étaient enfants. Ces caractéristiques définissent de manière forte les conditions de l'accès à un certain passé familial. Beaucoup de ces adolescents ont rencontré des difficultés pour répondre à la question que nous leur avons posée. Premièrement, il y a la séparation géographique, notamment quand les grands-parents habitent dans le pays d'origine. Deuxièmement, il y a la variable démographique. L'espérance de vie est corrélée aux catégories professionnelles, c'est bien connu. Statistiquement, ces adolescents ont donc moins de grands-parents en vie que ceux des familles plus aisées. Enfin, il y a l'effacement des traces résidentielles. En milieu urbain, l'habitat populaire est moins pérenne que l'habitat bourgeois. Une élève a fourni une photo qui symbolise bien cette réalité : un polaroid, datant des années 1960, où figurent ses deux grands-parents, posant devant leur baraque, dans le bidonville des Francs-Moisins de Saint-Denis. En arrière-fond, on aperçoit une barre de la cité des Quatre Mille – genre d'immeuble dans lequel on relogerait, dans les années 1970, les habitants expulsés des bidonvilles détruits. Or, cet immeuble a subi le même sort que la baraque, à trente ans de distance, dans le contexte de la rénovation urbaine des années 1980. Attention ! Tout cela ne détermine pas le rapport au passé familial. Cela définit seulement des conditions matérielles d'accès au passé.

Gaëlle Henrard : On entend régulièrement dans le domaine de la mémoire, qu'il y a une injonction à la mémoire, une injonction au souvenir. On voit par ailleurs qu'elle est souvent tournée vers le public jeune, notamment scolaire. Quel est votre point de vue sur cette question ?

David Lepoutre : Dans *Souvenirs de Familles immigrées*, j'ai cité un auteur de la fin du XIX^e siècle qui proposait de résoudre la question sociale en inculquant aux ouvriers le souci de la continuité familiale par la rédaction de « livres de raison ». Selon lui, ces écrits devaient comprendre trois parties : le passé, le présent, l'avenir. Il suggérait que chaque ouvrier inscrive sa généalogie dans la première section, en notant sur chacun de ses ancêtres et parents les noms, prénoms, titres, qualités, profession, lieu d'habitation, date de leur mariage et de leur mort, souvenirs qu'ils ont laissés, etc. Cet auteur bien-pensant précisait : « Les ouvriers, dorénavant pourvus d'informations sur leurs grands-parents et leurs ancêtres plus lointains, intérioriseront la certitude de n'être que des maillons dans une chaîne intergénérationnelle et abdiqueront cet individualisme qui les pousse à la révolte et ruine les valeurs morales du pays. » Sans que nous en soyons bien conscients, notre atelier d'écriture dans un collège de banlieue populaire comportait une dimension comparable. Il renvoyait à une sorte de volonté d'intégrer des enfants d'immigrés en leur inculquant le sens de la continuité familiale, en les enjoignant à se souvenir de leur passé familial. Je porte aujourd'hui un regard plus critique sur cette démarche. Si c'était à refaire, je procéderaï sûrement de manière très différente, en demandant aux élèves, ou aux étudiants, de faire une enquête d'histoire orale, en interrogeant les souvenirs de leurs parents ou de leurs grands-parents, pour apprendre quelque chose de précis sur le passé qu'ils ont connu et vécu. La connaissance du passé est surtout intéressante pour ce qu'elle nous apprend sur le présent.

Gaëlle Henrard : Vous évoquez par ailleurs la question de l'oubli du passé familial lié à ce que vous appelez un « déficit de légitimité mémorielle », pourriez-vous l'expliquer ?

David Lepoutre : Un jour, j'ai fait une remarque à un ami polonais que je connaissais depuis une dizaine d'années : « Je viens de réaliser que je ne t'ai jamais posé la moindre question sur ton passé polonais ». Il m'a immédiatement rassuré : « Mais c'est tout à fait normal ! Le passé des immigrés n'intéresse personne. Personne ne m'interroge jamais sur ma vie d'avant ». Les sociétés sont naturellement ethnocentriques. Un immigré c'est d'abord quelqu'un qui doit s'intégrer et pour cela se faire oublier en tant qu'étranger. En menant cette enquête sur la mémoire familiale, je me suis rendu compte que les parents immigrés ne transmettent que rarement à leurs enfants le souvenir de la migration et les raisons ou conditions concrètes de celle-ci. C'est d'autant plus vrai pour les migrations de gens modestes, migrations économiques ou politiques, qui renvoient souvent aux imageries classiques de la misère : l'exode, la fuite, la déportation, les camps de réfugiés, la faim, la peur, la clandestinité, les habitations précaires, etc. La mémoire des immigrés est donc doublement illégitime. Cela dit, il y a de grandes variations, en fonction du contexte de la migration, de la position sociale initiale de la famille dans le contexte d'origine, selon la trajectoire sociale dans le pays d'accueil, etc. Par exemple, les migrations politiques apparaissent souvent plus légitimes que les migrations économiques. Le texte de Metin, un élève d'origine turque kurde commence comme cela : « Le peuple kurde est un peuple partagé entre quatre pays : la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie, qui aujourd'hui n'a pas son indépendance, du fait d'un problème politique. C'est pour cela que je vais vous raconter l'histoire de mes grands-parents. »

Gaëlle Henrard : Vous parvenez au terme de votre enquête à une distinction entre mémoire familiale (votre concept initial pour la recherche) et rapport au passé familial. Pourriez-vous nous expliquer le cheminement qui s'est opéré ?

David Lepoutre : Ce livre est une sorte de paradoxe. D'un côté, il comporte des données consistantes sur les relations variées des familles immigrées au pays d'origine, notamment à travers les constructions

de maisons et le phénomène des vacances au pays, ainsi que sur les liens tout aussi variés qui unissent les membres d'une même parentèle, ou encore sur le rapport spécifique aux images dans certaines familles migrantes, et enfin sur la manière dont les membres des différentes générations interagissent pour construire ensemble des souvenirs individuels et collectifs. Mais de l'autre, il relate de manière progressive, chapitre après chapitre, une forme d'échec théorique. L'objet d'étude initial, le concept de « mémoire familiale » s'est progressivement effacé au fil de l'enquête et de l'écriture. À la fin de l'ouvrage, il a presque disparu. Pour le dire de manière plus positive, la recherche a conduit à une redéfinition de la mémoire familiale, qui se distingue du rapport au passé familial. Tous les gens nourrissent un certain rapport au passé familial. Positif ou négatif. Orienté plutôt vers le souvenir, ou vers l'oubli, ou encore vers le détachement. Et ce rapport au passé familial s'étend à bien d'autres formes de souvenirs que ceux que nous avons examinés dans cette recherche, comme le rapport au corps, l'alimentation, le langage, etc. Mais tout le monde n'a pas une « mémoire familiale », au sens que j'ai défini d'un espace ou d'un courant de mémoire autonome et valorisé, objet de discours spécifiques, et qui se rapporte classiquement aux lieux d'habitation, à la généalogie familiale, aux images de famille. Pourquoi notre objet nous a-t-il finalement échappé ? Parce que si les adolescents, comme tous les gens, ont tous un rapport au passé familial, très peu, en l'occurrence trois dans notre échantillon, développent un rapport au passé familial de type « mémoire familiale ». Cela est principalement lié à leur âge.

Gaëlle Henrard : Vous suggérez dans l'ouvrage qu'il peut y avoir « un modèle dominant et conventionnel de la mémoire familiale, [...] un modèle bourgeois », peut-on dire qu'il y a une vision de classe de la mémoire ?

David Lepoutre : Les gens qui ont une mémoire familiale sont les gens soucieux de respectabilité familiale, autrement dit ceux qui se considèrent comme respectables du point de vue familial, ou qui aspirent à le devenir, ou qui craignent de ne plus l'être, ou qui ne le sont plus et voudraient l'être à nouveau. Ainsi défini, l'espace social de la mémoire familiale ne peut pas être facilement délimité. On peut trouver ce type de personne dans tous les milieux, à tout âge, à toute étape du cycle de vie, etc. La famille n'est pas un phénomène bourgeois. C'est un phénomène universellement humain. En revanche, il est vrai qu'il faut au moins entrer dans l'âge adulte pour être soucieux, même potentiellement, de respectabilité familiale. Disons que notre atelier d'écriture et la recherche menée en parallèle étaient le fait de deux personnes, ma collègue et moi-même qui se trouvaient, à ce moment-là, soucieux de respectabilité familiale. Pour ce qui me concerne, je peux dire que j'ai très vite quitté ce souci, en faisant cette recherche. Au sens où je l'ai définie, je n'ai plus de mémoire familiale ! Je suis repassé dans la catégorie des gens qui ne distinguent pas spécialement leurs souvenirs de familles des autres souvenirs. Je ne sais pas ce qu'il en est d'Isabelle Cannoodt. Il faudra que je lui demande...

David Lepoutre, avec Isabelle Cannoodt, *Souvenirs de familles immigrées*, éd. Odile Jacob, Paris, 2005.



La quema de libros, Fondo Isabel Morel. Colección Museo de la Memoria y los Derechos Humanos.

De la « double absence » à la patrimonialisation : réflexions sur les effets des initiatives mémorielles autour des migrations

Par Maïte Molina Mármol

Les immigrés, figures longtemps déclinées au masculin et pensées à partir de la situation du travailleur manuel¹, ont aussi souvent été considérés comme des hommes sans racines. La formule bien connue d'Abdelmayek Sayad les définit par leur « double absence », à la fois dans la société d'accueil où leur présence n'est conçue que comme provisoire et dans leur milieu d'origine qu'ils ont quitté et où ils ne retrouveront pas leur place².

À partir des années 1990 se développent dans le domaine francophone les recherches en histoire de l'immigration, redonnant d'une certaine manière une place aux immigrés. Une décennie plus tard, ce sont les questionnements sur leur « mémoire » qui se font jour. Après les recherches, les recueils et l'écriture de l'histoire des immigrés, naissent puis se multiplient des initiatives autour de leur « mémoire ».

Il reste néanmoins la difficulté à cerner ce qui « fait mémoire » : l'érection d'un monument ? la conception d'une exposition ? la création d'une œuvre culturelle ou artistique ? les « retrouvailles » entre anciens qui ne se côtoient plus qu'exceptionnellement ? Plusieurs facteurs exercent leur influence dans ce cadre notamment, le temps dans lequel s'inscrivent ces projets, celui du « boom mémoriel » initié dans les années 2000, qui contribue à la labellisation, par les acteurs mêmes, de leurs démarches en termes mémoriels³. L'usage du terme « patrimonialisation » entend souligner que l'on se trouve bien face à un processus, qu'il s'agit d'une construction et même d'un acte performatif : est patrimoine ce que l'on décide de désigner comme tel. Au départ de quelques exemples concrets, concernant principalement la présence espagnole en Belgique, il s'agit ici d'interroger plus globalement les effets de cette « mise en patrimoine ».

Les temps de la migration⁴

Avant d'envisager les initiatives mémorielles, il paraît nécessaire d'établir certains points de repères concernant la présence espagnole en Belgique. On distingue généralement quatre vagues migratoires de l'Espagne vers la Belgique au XX^e siècle :

- la première, de peu d'ampleur, date de l'entre-deux guerres et serait essentiellement constituée de commerçants installés à Anvers, Bruxelles et Liège ;
- la deuxième correspond à l'exil consécutif à la Guerre d'Espagne (1936-1939) et se compose surtout de Niños de la Guerra, les enfants (près de 5000) évacués par le gouvernement républicain afin de leur permettre d'échapper aux combats ;
- la troisième est constituée par les travailleurs qui arrivent dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, mais ne s'officialise qu'en novembre 1956 avec la signature de la convention bilatérale hispano-belge qui prévoit pour les candidats une durée minimum de cinq ans de travail dans les mines ;
- la quatrième, aux caractéristiques bien différentes, date de l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne en 1986 et voit l'arrivée de 2500 fonctionnaires.

En 1970, au plus fort de leur présence en Belgique, les 67534 Espagnols ne constituent que le troisième groupe étranger du pays. Ils se caractérisent néanmoins par la densité de leur mouvement associatif qui contribue à leur conférer une importante visibilité⁵. Les deux principaux points de concentration, qui voient se sédimenter les différentes vagues migratoires composant cette population, sont Bruxelles et Liège. De la densité associative – qui a atteint son apogée au cours de la décennie 1980 – et de cette visibilité dans l'espace urbain ne subsistent aujourd'hui que peu de traces : un nombre réduit d'associations, dont le siège se situe généralement dans un café, quelques restaurants et commerces, auxquels il faut ajouter les espaces éphémères réactivés à l'occasion d'événements. Ceux-ci peuvent être festifs (la romería de Trooz, la Feria Andaluza à Koekelberg), liés à des commémorations religieuses (le pèlerinage autour de la Vierge d'El Rocío organisé par l'association Peñarroya, dans le Brabant flamand), ou se rapporter au folklore ouvrier (par exemple la fête de Sainte-Barbe, patronne des mineurs, célébrée dans le Limbourg par le Hogar Español los Emigrantes)⁶. En dehors de ces manifestations ponctuelles au cours desquelles la communauté espagnole se retrouve mais aussi s'expose et, en quelque sorte, se célèbre, force est de constater qu'à une présence vivante se substitue celle figée de quelques monuments.

La visibilité des monuments et des commémorations

La présence espagnole en Belgique se donne donc également à voir à travers quelques structures pérennes, peu nombreuses. D'abord, les travailleurs espagnols sont compris dans les monuments faisant référence à la présence de la main-d'œuvre étrangère employée en Belgique principalement dans l'après-guerre – par exemple la berline de la place Louis Capier à Cheratte, érigée en monument rendant hommage aux mineurs belges et étrangers. Ensuite, en termes de commémorations, seules ont pu être identifiées celles portant sur l'« événement-référence »⁷ que constitue la Guerre d'Espagne et qui a profondément marqué l'imaginaire belge⁸. Ainsi, le monument d'hommage « aux volontaires de Belgique des Brigades internationales, morts pour la défense des libertés démocratiques » (qui se trouve dans le cimetière de Saint-Gilles, à Bruxelles) ainsi que la plaque commémorative « en souvenir de la destruction de Guernica, ville martyre, par l'aviation nazie le 26 avril 1937 » (installée à proximité du monument national à la Résistance du Parc d'Avroy à Liège) constituent des lieux de rassemblement et de commémoration auxquels participent des Niños de la Guerra et leurs structures associatives – qui sont cependant aujourd'hui dissolues.

Deux monuments entendent plus explicitement rendre hommage aux immigrés. À Bruxelles, l'installation « Pasionaria », œuvre d'un artiste d'origine espagnole, a la forme d'un porte-voix, en rappel du film de Joris Ivens, *Terre d'Espagne* (tourné dans ce pays, en 1937)⁹. Installée à proximité de la gare du Midi, dans un des quartiers les plus connus du « Bruxelles espagnol » mais qui constitue aussi le lieu symbolique d'arrivée de l'immigration dans cette ville, « Pasionaria » est dédiée à tous les migrants. Elle a d'ailleurs été inaugurée à l'occasion du quarantième anniversaire de l'immigration marocaine en Belgique et transcende donc ses références à l'Espagne. À Liège a été inauguré en octobre 2014 le « Mur des libertés », concrétisation du projet du collectif Generación Lorca, qui entendait rendre « un hommage [aux] parents et à tous ces hommes et ces femmes qui ont fui la dictature espagnole de Franco (1936-1975) pour des raisons politiques ou économiques »¹⁰. L'œuvre combine l'inscription d'une phrase du poète Federico Garcia Lorca (« Dans le drapeau de la liberté, j'ai brodé le plus grand amour de ma vie »¹¹) sur le mur de soutènement du fond de la place Saint-Léonard, à une table entourée de tabourets, destinée à accueillir des animations pédagogiques concernant la thématique de l'immigration.

Il apparaît ainsi qu'en dehors d'être comprise dans la célébration de la figure du travailleur étranger, la matérialisation de la mémoire de la présence espagnole en Belgique s'ancre dans la référence à la Guerre d'Espagne. Ce constat s'explique par le poids de la parole militante dont l'effet s'exerce sur la plupart des initiatives mémorielles – et aussi sur le travail de l'historien et du chercheur¹².

Des effets des pratiques mémorielles et patrimoniales

La prise en considération de la « mémoire instituée » que constituent monuments et commémorations met en effet en exergue certaines figures de la migration pour en laisser d'autres dans l'ombre. En l'occurrence, pour l'immigration espagnole en Belgique, les mineurs et les militants occupent l'avant-plan au détriment des « servantes »¹³ – et ces considérations pourraient être sans doute élargies à d'autres collectifs, liés par exemple aux organisations religieuses. Il semble en effet qu'il existe un espace de parole auquel tous n'accèdent pas de la même manière – parce que certains sont des professionnels de la prise de parole alors que d'autres non ; parce que certains sont invités et sollicités à l'heure de s'exprimer et d'autres pas ; parce qu'enfin certains sont convaincus des choses qu'ils ont à dire alors que d'autres sont persuadés de n'avoir rien à raconter. Logiquement, l'accès à cet espace de parole détermine celui à l'espace public matérialisé par le monument ou la commémoration.

Par ailleurs, il apparaît que ce sont les vagues d'immigration les plus anciennes – italienne, espagnole, maghrébine – qui connaissent des entreprises de récupération et de valorisation de leur mémoire. Marquées par la disparition de leurs traces dans l'espace urbain et confrontées à leur invisibilisation dans des situations d'arrivée de « nouveaux » étrangers¹⁴, ces communautés trouvent peut-être dans la revendication mémorielle une manière de regagner une visibilité, une présence dans l'espace public¹⁵. Il reste que cette visibilité est à la fois artifice et perte. D'une part, certains immigrés restent sans voix et invisibles, et continuent ainsi d'être « absents », alors que d'autres bénéficient de l'inscription dans le patrimoine et de la reconnaissance qui en découle. D'autre part, monuments et commémorations marquent une perte : non seulement celle des espaces de sociabilité (l'association, le café, le marché) qui ont progressivement laissé place au monument, mais également celle de la rencontre fortuite dans ces espaces, à laquelle succède l'organisation planifiée de la commémoration. Du vivant au figé, en somme.

1 Nancy L. GREEN, *Repenser les migrations*, Paris, PUF, 2002.

2 Abdelmalek SAYAD, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999.

3 Il est nécessaire de mentionner que le chercheur et le questionnement dont il est porteur participent également de la réification des phénomènes observés.

4 Cet article est en grande partie inspiré de Maïte MOLINA MÁRMOL, « Le patrimoine au prisme de l'immigration : le cas de la présence espagnole en Belgique », Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale, Analyses et articles en ligne, n°141, 6 juillet 2015, [en ligne] http://www.ihoes.be/PDF/IHOES_Analyse141.pdf

5 María José SÁNCHEZ, « Les Espagnols en Belgique au XX^e siècle », Anne MORELLI (dir.), *Histoire des étrangers et de l'immigration en Belgique, de la préhistoire à nos jours*, Bruxelles, Couleur livres, 2004, p. 279-296.

6 La brochure *Midi del Sur*, éditée en 2010, rend compte de ce qu'a été le « Bruxelles espagnol » et ce qui en subsiste. Jeroen DE SMET et Hans VANDECANDELAERE, *Midi del Sur*, Bruxelles, Erfgoedcel Brussel et Sterwerk Babel, 2010 [disponible en ligne : http://www.erfgoedcelbrussel.be/images/filelib/Mididelsurdef_586.pdf]

7 Emile TÉMIME, 1936, *La guerre d'Espagne commence*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1986, p. 146.

8 Se reporter aux travaux de José GOTOVICH, notamment « La Belgique et la Guerre civile espagnole. Un état des Questions », *Revue belge d'histoire contemporaine*, XIV, n° 3-4, 1983, p. 497-532. Significativement, un numéro spécial de la RBPH a été consacré à cette thématique : *Revue belge d'histoire contemporaine : La guerre d'Espagne*, XVII, 1-2, 1987. Plus récemment, se référer à l'article de Víctor FERNÁNDEZ SORIANO, « Bélgica y la guerra civil : el impacto del conflicto español en la política y la diplomacia de una pequeña potencia », *Cuadernos de Historia Contemporánea*, vol 29, 2007, p. 219-233.

9 Emilio López Menchero (28/04/2013), « Pasionaria », [en ligne] <http://www.emiliolopez-menchero.be/spip.php?article19>

10 Colectivo Generación Lorca Liège (15/10/13), « Generación Lorca Liège a pour principal objectif de rendre un hommage collectif à leurs parents et grands-parents, à leur histoire et leur mémoire », [en ligne] <http://www.generacionlorca.be/>

11 Selon le texte repris sur la table, la phrase de Lorca, « fusillé à l'aube du 18 août 1936 par des fascistes, près de Grenade, pour ses opinions républicaines et son homosexualité », symbolise la liberté retrouvée des Espagnols « accueillis » à Liège. La phrase choisie est extraite de la pièce de théâtre *Mariana Pineda* (1925) que Lorca a consacrée à cette libérale du XIX^e siècle, exécutée après la restauration de Fernand VII.

12 Consulter à ce propos l'extrait de Mercedes VILANOVA, *Las mayorías invisibles. Explotación fabril, revolución y represión. 26 entrevistas*, Barcelone, Icaria, 1996, p. 37-39, concluant l'article « "Façons de dire, façons de faire" : ce que l'on dit et ce que l'on ne dit pas », in *Aide-Mémoire*, Liège, Territoires de la Mémoire, n°92, avril - mai - juin 2020, p. 8.

13 Ana FERNÁNDEZ ASPERILLA, *Mineros, sirvientas et militantes: medio siglo de emigración española en Bélgica*, Madrid, Fundación Primero de Mayo, 2006. Il est à noter que la convention hispano-belge de 1956 permet l'octroi de permis de travail pour le service domestique. À partir de 1961 et à l'échelle du pays, cette occupation – essentiellement féminine – dépasse même en nombre celle des travailleurs destinés aux charbonnages. Anne MORELLI, « Les servantes étrangères en Belgique comme miroir des diverses vagues migratoires », *Sextant. La domesticité en Belgique*, n° 15-16, 2001, p. 149-164.

14 La présence des vagues migratoires anciennes se normalise et devient de moins en moins visible au fur et à mesure du temps qui passe mais également dans le contexte de l'installation de nouveaux arrivants plus « étrangers », qui paraissent davantage différents et sont donc plus « visibles ».

15 E-Migrinter. *Le visible et l'invisible dans le champ des études sur les migrations* (2009), Poitiers, n°4.



Il y a trois différences marquantes : l'absence de projet migratoire, l'interdiction de retour et la légitimation de la migration de la part de la société d'accueil⁹. Concernant les deux premières différences, bien que le migrant « économique » soit obligé de quitter son lieu de résidence à cause de conditions de vie intolérables, il garde une certaine marge de manœuvre pour décider où et quand partir ainsi que la possibilité légale de rentrer. Par contre, l'exilé politique n'a pas de projet migratoire. Si tous les migrants rêvent de rentrer un jour, les exilés rêvent de ne pas être partis¹⁰. La spécificité de cette migration est justement le désir profond de ne pas partir. Il s'agit d'un exil de militants, ils auraient voulu rester au pays pour combattre la dictature et pour rétablir la démocratie. Quant à la dernière différence, en étant persécutés pour leurs idées et/ou actions politiques, l'exilé politique est perçu dans la société d'accueil comme un candidat légitime au refuge car on assume qu'il incarne la figure idéale des principes originels du droit d'asile¹¹.

En raison de la perte de repères socioculturels, toutes les migrations peuvent comporter de la souffrance et des difficultés. Cependant, dans la préparation d'un projet migratoire, le migrant peut, plus ou moins, anticiper l'absence et ses effets sur l'ensemble de ses liens sociaux. La personne exilée se retrouve contrainte de rompre de manière abrupte avec sa vie quotidienne,

ce qui accentue cette sensation de perte de repères. Le sentiment de dépossession que cette migration a entraîné est au cœur du processus de recomposition de vie que les familles d'exilés chiliens continuent à construire encore actuellement.

Quand la transmission tient d'un mot qui circule entre les générations

L'immersion dans la vie quotidienne de ces familles m'a permis d'observer des pratiques tellement différentes les unes des autres et qui peuvent être considérées, à priori, comme des activités anodines. Je me réfère ici au fait de parler la langue espagnole ou de cuisiner, ou à la manière dont ces personnes font famille au travers de la pratique du football, ou encore au travers de l'établissement de liens et de relations entre personnes non apparentées mais qui font partie de la « communauté » de l'exil¹².

Toutes ces pratiques sont opérantes en tant que recompositions de vie. Elles ont en commun le fait que cette reconstruction personnelle a été faite à partir des dimensions subjectives propres à la manière dont ces exilés entendaient être en relation avec leur pays natal, leur passé et ce qu'ils ont perdu à cause de la migration forcée. La perte contient souvent son contraire, c'est-à-dire des mécanismes et des pratiques pour y remédier. Les pratiques de parenté, pour se relier,

répondent au fait que l'exil a produit des séparations avec la famille nucléaire et/ou étendue. Celles qui mettent en relation le savoir (la langue espagnole et la cuisine) et la transmission cherchent à préserver une certaine identité sociale et culturelle considérée longtemps en péril aux yeux de ces exilés. Ce processus de passation est aussi un processus participatif qui n'est pas à sens unique : celui à qui on transmet possède une « agencité » sur ce qui lui est transmis¹³. Ces pratiques ont donc engagé les trois générations. C'est-à-dire les exilés de la première et deuxième génération (exilé/exilée politique et leurs enfants) et leurs descendants (des jeunes Belges d'origine chilienne).

J'ai également observé des pratiques dont le contenu pourrait être qualifié de « politique » telles que la commémoration du 11 septembre¹⁴, le 1^{er} Mai ou des rassemblements pour soutenir la contestation sociale du Chili d'aujourd'hui. Mais ce qui circule entre les générations et dans l'intimité de leurs foyers n'est pas toujours d'ordre politique¹⁵. Par exemple, dans le cas de la transmission de la langue espagnole à l'intérieur d'une de ces familles, ce sont des mots en espagnol qui circulent et font sens pour tout le groupe familial par son contenu de proximité et d'affection. Cette circulation est rendue possible par la collaboration active et consciente¹⁶ de trois générations. Le temps et l'interaction entre les personnes qui participent au processus de transmission sont des facteurs clés pour la concrétisation de cette dernière. Les petits-enfants de cette famille ont entendu pendant des années certaines expressions et mots utilisés à la maison, ils en ont « recyclé » quelques-uns¹⁷.

Toutes les migrations peuvent comporter de la souffrance.

Sur les traces de l'exil. Placer les enfants et les jeunes au cœur de la réflexion

Par Élodie RAZY,

Professeure d'anthropologie (LASC, IRSS-FaSS, ULiège¹)

En Pays Soninké, au Mali, même les gens ne parlant pas français couramment connaissent le terme « exil » et l'utilisent, eux qui partent durant de longues années travailler loin de chez eux, loin des leurs, vers la France notamment où ils ont vécu – et vivent encore pour certains – dans des conditions misérables. Ils ont longtemps supporté cette situation car ils se regroupaient, par région, par village, dans un foyer ou un hangar de fortune, et savaient qu'ils contribuaient à l'amélioration de la situation de leur famille et de leur village en envoyant le fruit de leur travail (remesas) aux leurs et au sein de « caisses villageoises » pour développer leur région enclavée et délaissée par le pouvoir central. L'exil comme un accomplissement du devoir. Un terme du français d'Afrique donc, lourd des sacrifices consentis, d'une invisibilité insoutenable et des souffrances vécues pendant et après la colonisation, souvent en silence, jusqu'à la politisation de certains dans les années 1970, notamment contre les conditions de vie indignes et les « marchands de sommeil ».

À ces exilés se sont jointes les femmes de certains d'entre eux, dont la présence a mis quelque temps à susciter l'intérêt du monde scientifique. Forte de cet enseignement et faute de place, je n'opérerai pas de distinction entre « exilés » et « migrants », excluant ici la réflexion sur les catégorisations politiques, administratives, juridiques et scientifiques.

Le terme « exil », lorsqu'on lui adosse l'adjectif « politique » s'épaissit et dit immédiatement l'insoutenable. Alors, on devine aisément que parler de mémoire soulève de nouvelles questions. Nombre de travaux ont montré la difficulté, voire l'impossibilité,

de transmettre, ou même simplement de parler d'un avant, d'un lointain, surtout lorsque ces derniers sont marqués par des traumatismes individuels et/ou collectifs, surtout au plus proche, aux plus proches. Les sciences humaines et sociales, mais aussi la littérature, le cinéma, les arts en général témoignent du gouffre qui sépare ceux qui ont vécu l'expérience de l'exil, en particulier politique, de ceux qui sont nés après, même si certains descendants restent les messagers silencieux à perpétuité, prisonniers d'une histoire tue. Ce n'est pas un hasard si une « clinique de l'exil » a vu le jour (BENSLAMA 2004). S'autoriser à parler d'un côté, s'autoriser à écouter de l'autre, mais aussi se risquer à ressentir ensemble, au cœur d'interactions sans paroles.

Ma modeste contribution à ce numéro consiste à apporter quelques éléments de réflexion sur la circulation de la mémoire en m'intéressant aux enfants et aux jeunes dans trois projets de recherche-action. Le premier, intitulé « En quête de mémoire² » et mené à Paris (2007-2009) avec des enfants et des jeunes (de 7 à 21 ans) dont les parents étaient issus de l'immigration, est une aventure en partie filmée parallèlement à la construction de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration (CNHI) à Paris par les réalisateurs Anaïs et Olivier Spiro³. Les questions initiales de ce projet étaient : comment travailler sur la mémoire de la migration, où la chercher, comment la recevoir, la partager, et la montrer ? Les enfants et les jeunes ne savaient presque rien, voire rien du tout, de ce qui les avait précédés dans la vie de leurs parents. Sur la base d'un canevas souple, mais soutenu par des objectifs précis et mobilisant des compétences déjà acquises par les enfants et les jeunes ou qu'ils devaient développer, je les ai accompagnés vers « ce que je sais, ce que je voudrais savoir, ce que je ne saurai jamais... », les objets du départ et de l'arrivée : une salade verte, comme un Graal lorsqu'on vient d'une région semi-désertique pour un père, une baguette de pain pour un autre, le drap avec lequel on est arrivé pour une mère, ou encore la malle de mariée remplie des multiples tenues pour une autre. Avec les plus petits, nous avons exploré « Quand maman et papa avaient mon âge... », mais aussi mené des débats ouverts au public, sur la libre-circulation par exemple, un thème choisi par les adolescents les

plus jeunes, ou encore les déclinaisons linguistiques et anthropologiques de la famille dans les différentes sociétés d'origine de leurs parents. Familiarisés peu à peu aux outils de l'anthropologie, ils ont mené une réflexion critique sur la transmission qui me semble exemplaire parce qu'elle mobilise aussi bien les affects que les questions politiques, les histoires familiales intimes que les différentes histoires nationales qui traversent celles-ci, dont la colonisation. Au terme de leur cheminement, les participants ont réfléchi à la manière de donner à voir et partager les traces de cette mémoire, et leur absence, lors d'une exposition finale nourrie par les apports des visiteurs : l'exil contenu dans un objet, une odeur, un récit, un sentiment, mais aussi dans le vide et l'absence. Peu présents à la CNHI, ceux qui reçoivent et pourront un jour transmettre à leur tour, les enfants et les jeunes d'aujourd'hui, n'ont pas trouvé d'espace où exister, malgré l'intérêt témoigné par différents acteurs institutionnels. L'espace intime, l'espace public et l'espace politique auxquels devraient pouvoir prétendre toute mémoire de l'exil, ses destinataires ou ses gardiens silencieux, aussi jeunes, et pourtant déjà réflexifs, soient-ils, sont des espaces difficiles à ouvrir. Lorsqu'ils existent, ils sont morcelés, souvent censurés sinon folklorisés ou politisés ; la mémoire de l'exil ne souffre ni la simplification ni la médiocrité et pourtant, les enjeux politiques divisés à son sujet sont nombreux.

La deuxième recherche, « Food2Gather⁴ » (2019-2022), porte sur le rôle de l'alimentation comme vecteur potentiel d'échange et de rencontre, ou de rejet. Les chercheurs interrogent son rapport avec les espaces publics les plus variés à partir de la notion de *foodscape* (« paysage alimentaire ») dans un contexte de migration (6 pays européens dont la Belgique). Le caractère essentiel de l'alimentation dans le cas des populations défavorisées, notamment celle des migrants, est revenu sur le devant de la scène pendant la crise sanitaire Covid-19. L'alimentation, au-delà de sa seule fonction physiologique, est le support d'une mémoire sensible qui prend un sens particulier lorsqu'on a quitté son pays avec ses enfants dans des conditions difficiles. Au carrefour de l'intimité familiale et de diverses institutions, ici les centres de demandeurs d'asile et l'école, les enfants jouent



Les voyages au pays d'origine de leurs ascendants et la relation avec les parents restés là-bas peuvent contribuer également au fait que les petits-enfants vont incorporer certaines formes de langage¹⁸. La collaboration des grands-parents à la garde des petits-enfants a également pour effet qu'ils ont assumé un rôle de préservation de la langue d'origine (l'espagnol). Dans ce sens, bien que la transmission soit un processus qui se vérifie jour après jour, elle est aussi quelque chose qu'on observe *a posteriori* et, de là, l'intérêt d'un travail d'observation à travers les générations¹⁹. Enfin, si l'on veut s'approcher de la compréhension de ce phénomène de dépossession qu'une migration comme l'exil politique entraîne, un travail d'interrogation de pratiques quotidiennes et une approche plurigénérationnelle peuvent être fructueux. Se positionner depuis la perspective de recomposition dans le quotidien (la famille et la langue, entre autres) nous aide à mieux mesurer l'épaisseur de la rupture afin de mieux appréhender les phénomènes que l'on étudie dans toute leur complexité.

- 1 Recherche qualitative effectuée en 2016 dans le cadre de mon Master en Anthropologie à l'Université de Liège.
 2 L'Unité Populaire, le projet social et politique du gouvernement de Salvador Allende (1970-1973).
 3 JEDLICKI Fanny, *De l'exil au retour. Héritages familiaux et recompositions identitaires d'enfants de retornados chiliens*. Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris VII, Paris-Diderot, 2007.
 4 De l'espagnol « *dictaduras cívico-militares* », concept destiné à souligner les composantes également civiles des dictatures militaires d'Amérique Latine et, en particulier, leurs co-responsabilités dans les crimes commis (ndlr).

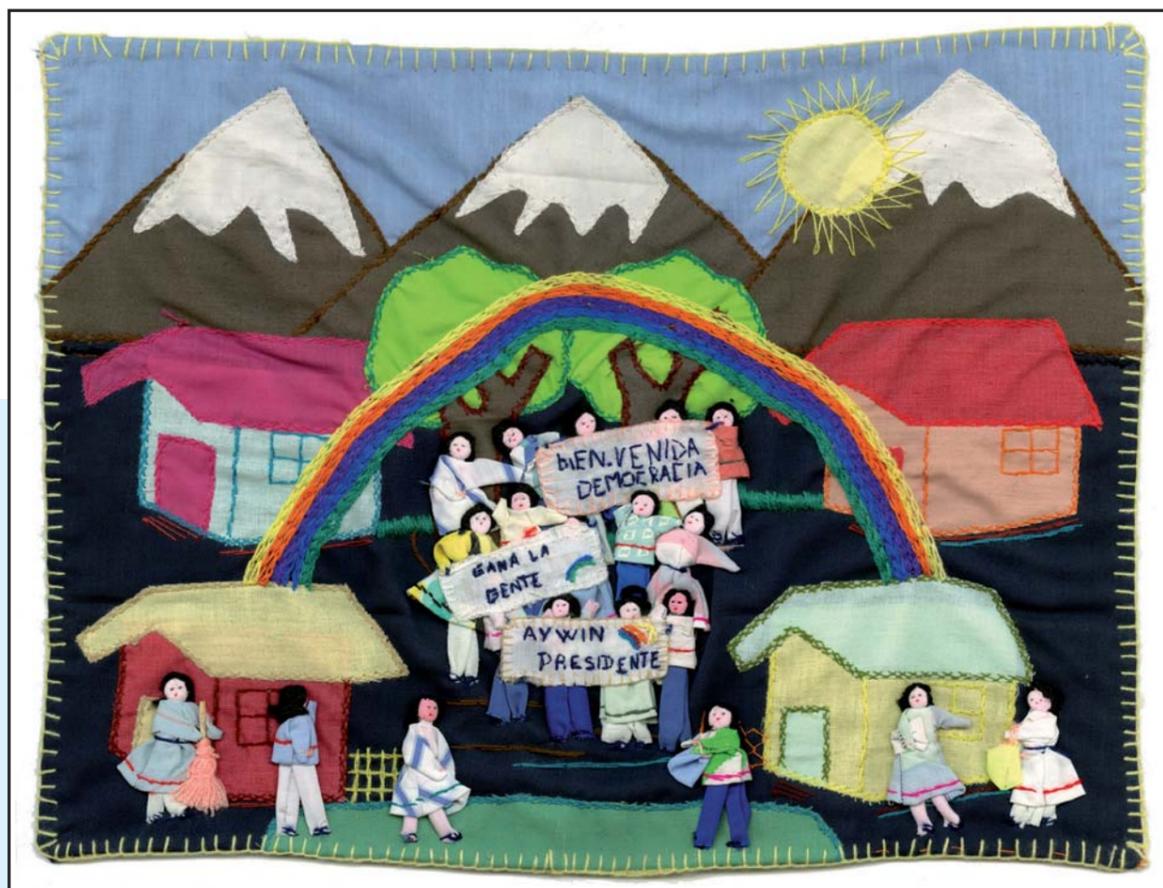
un rôle central dans les changements à l'œuvre tout en restant, aux yeux de leurs parents, les moteurs d'une certaine continuité. Au cœur de multiples tensions, notamment autour de l'alimentation, les enfants tentent de peser, à leur manière, dans de multiples processus quotidiens de réappropriation et d'identification.

Pour finir, j'évoquerai le troisième projet mené dans divers pays, mais plus particulièrement le Mexique. « ChildHerit⁵ » (2017-2019) visait à explorer la place et le rôle de l'enfance et des enfants dans les questions de patrimoine en lien avec les inégalités de tous ordres. Les chercheurs ont montré l'importance de sortir de la relation verticale habituelle – les adultes enseignent aux enfants ce qu'est le patrimoine, ce qu'il faut en retenir et en faire – pour prendre réellement en compte le point de vue des enfants. Il est apparu que ces derniers rejoignaient parfois les adultes de leur entourage en matière de patrimoine. Cependant, les enfants ont également exprimé des points de vue concurrents, individuels ou partagés, et nombre d'entre eux ont montré la véritable conscience politique dont ils disposaient. L'« atelier-patrimoine » a été mis en œuvre avec Elizabeth Rocha Zavala dans la « Casa del migrante » de San Luis Potosi (Mexique) à partir de la définition ancrée dans les catégories mobilisées par les acteurs sur le terrain : « Le patrimoine, c'est ce dont je veux prendre soin, ce que je veux montrer et partager ». Il a révélé que les éléments saillants de ce patrimoine renvoyaient au pays d'où venaient les enfants (Venezuela, El Salvador), le plat national en tête, alors que d'autres s'inscrivaient dans la route de l'exil parcourue par ces enfants et leur quotidien vécu ou rêvé (les jouets, les vêtements, etc.).

Ces trois exemples montrent la place centrale qu'occupent les enfants et les jeunes dans la réalité de l'exil et la mémoire associée à celui-ci, non seulement à travers les relations intergénérationnelles, mais aussi de leur propre chef (HARDMAN 1974 ; JAMES & PROUT 1990 ; RAZY 2014). Loin d'être seulement les réceptacles d'une mémoire adulte, conçue comme la seule légitime dans un processus vertical unidirectionnel, ils devraient être centraux dans l'appréhension des processus à l'œuvre par les chercheurs. Il convient également de souligner que la transmission de la mémoire, souvent genrée, comme l'est le travail de la parenté, passe en grande partie par des canaux dont la noblesse n'a pas toujours été reconnue : le corps en particulier, en lien avec l'alimentation et les affects, mais également les objets, cachés ou muets tant qu'on ne leur a pas donné la parole ou qu'on n'a pas accepté qu'ils

- 5 Groupe de travail sur la violence et les migrations forcées (GTVMF) du Conseil Latino-américain de Sciences Sociales.
 6 BOLZMAN Claudio, *Sociologie de l'exil: une approche dynamique*, Zurich, Seismo, 1996.
 7 JEDLICKI Fanny, *op.cit.*
 8 VAN HEAR Nicholas, « Forcing the Issue: Migration Crises and the Uneasy Dialogue between Refugee Research and Policy », *Journal of Refugee Studies*, 25(1), 2012, pp. 2-24.
 9 GARCÍA Yvette Marcela, 2014, *Les femmes de l'exil chilien. De l'Unité populaire vers la terre d'asile: une analyse en termes de rapports sociaux*. Thèse de doctorat en sociologie, Strasbourg, Université de Strasbourg, 2014.
 10 Yvette Marcela García, communication personnelle, septembre 2016.
 11 JEDLICKI Fanny, *op.cit.*
 12 L'exil a contribué à la création d'une parenté « sociale ». Dans mon cas d'étude la *familia prestada* (famille de substitution) ira jusqu'à la troisième génération. Voir ULLOA Lorena, *De la perte à la continuité entre le Chili et la Belgique: une ethnographie 'en famille(s)' à Liège*. Mémoire de Master en anthropologie, Université de Liège, 2018

- 13 BERLINER David, « Anthropologie et transmission », *Terrain*, n°55, 2010, pp. 4-19.
 14 Anniversaire du coup d'État au Chili.
 15 Même si l'héritage de l'exil est d'ordre « politique », il est complexe et surdéterminant dans la construction personnelle chez les enfants d'exilés chiliens. Jedlicki a travaillé jusqu'à la deuxième génération, elle soulève le fait que cet héritage mélange la dimension politique avec la question du sentiment d'appartenance nationale et le lien aux parents. (Voir JEDLICKI, 2007) Mon travail s'étend jusqu'à la troisième génération, moins déterminée par la dimension politique de cet héritage, mais également affectée par le sentiment de dépossession que l'exil entraîne. (Voir ULLOA, 2018)
 16 Parfois la transmission opère à l'insu des personnes concernées.
 17 *Guatón* signifie « gros » en espagnol du Chili. Ce terme fait partie d'un répertoire de *chilenismos* (formes d'usage lexical qui sont exclusives de l'espagnol employé au Chili).
 18 Par exemple, le verbe *cachar* (qui, entre autres, signifie « comprendre »). Certains membres de la troisième génération l'ont intégré à partir de voyages au Chili et de la relation avec les parents restés là-bas.
 19 BERLINER David, *op.cit.*



Bienvenida Democracia, Gana la Gente, Fondo Marijke Oudegeest. Colección Museo de la Memoria y los Derechos Humanos.

pouvaient agir, en véritables « actants » (LATOUR 2006). Ces questions sur la transmission s'inscrivent dans des problématiques universelles portées par des dynamiques et des relations intergénérationnelles présentes dans de nombreuses sociétés et à différentes époques.

Pour conclure, il semble urgent de se demander en quoi les enfants et les jeunes ont aussi une mémoire à transmettre, une mémoire de l'exil, qui devrait pouvoir être dite et écoutée, mais aussi valorisée au-delà de la seule fonction thérapeutique de sa mobilisation transgénérationnelle qui lui est souvent assignée. En outre, au-delà des catégorisations politiques qui découpent le réel de la souffrance, de la fuite ou de la quête d'ailleurs, dialoguer semble essentiel. Si les événements qui font sens à différentes échelles pour les acteurs de la migration semblent essentiels : les commémorations réunissant une communauté selon un calendrier qui lui est propre, les événements associatifs qui dépassent les frontières nationales, les groupes « whatsapp » ou encore les sites internet spécialisés⁶ existants, la mise en dialogue des exils et des exilés de tous horizons semble cruciale pour mieux comprendre le passé, mais aussi pour construire un monde commun.

- 1 https://www.lasc.uliege.be/cms/c_3225613/fr/lasc-portail
 2 Financé par l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSé).
 3 <https://www.youtube.com/watch?v=s34A911UT4k>
 4 Projet financé par HERA JPR « Public Spaces: Culture and Integration in Europe », soutenu par le programme de recherche et d'innovation « Horizon 2020 » de l'Union

Européenne, sous le numéro 769478 : <https://blog.hioa.no/food2gather/>

- 5 Projet JEAI « Enfance et enfants dans la patrimonialisation » financé par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD, France) en partenariat avec El Colegio San Luis, A.C. (Mexique) et l'Université de Liège (Belgique) : <https://childherit.hypotheses.org/category/talleres-para-ninos>
 6 <http://www.soninkara.com/>

Quelques références bibliographiques :

- ABENSLAMA F. « Qu'est-ce qu'une clinique de l'exil ? » in *L'Evolution Psychiatrique*, 2004/69(1), pp. 23-30.
- HARDMANN C. « Can there be an anthropology of children? » in *Journal of the Anthropology Society*, 1973/4(1), pp. 85-99.
- JAMES A. & PROUT A. *Constructing and reconstructing childhood: New directions in the sociological study of childhood*, Oxford, Routledge, 1990.
- LATOUR B., *Changer de société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2006.
- RAZY É., « La pratique de l'éthique : de l'anthropologie générale à l'anthropologie de l'enfance et retour » in *AnthropoChildren* 4, 2014, URL : <http://popups.ulg.ac.be/2034-8517/index.php?id=2046>.

Commémoration

"Il y a 75 ans presque jour pour jour, le 27 janvier 1945, les soldats de la vaillante Armée rouge entraînent à Auschwitz Birkenau, dans la Pologne occupée par l'Allemagne nazie."

Le 14 août 2018, la Belgique place en centre fermé une famille avec quatre enfants malgré qu'elle a signé, le 16 décembre 1991, la Convention internationale des droits de l'Enfant.

"Au risque de collectivement replonger dans le malheur. Nul n'a le droit de convoquer ses morts pour justifier quelques divisions ou quelques haines contemporaines. Car tous ceux qui sont tombés nous obligent à la vérité, à la mémoire, au dialogue, à l'amitié."



Emmanuel Macron

"La communauté internationale ne doit rien oublier non plus de ce que la barbarie est née de la négation de l'autre, du droit international et de la sécurité des nations ainsi bafoués."



Article 37 Les États parties veillent à ce que : Nul enfant ne soit privé de liberté de façon illégale ou arbitraire. La détention doit n'être qu'une mesure de dernier ressort, et être d'une durée aussi brève que possible (...)

Article 9-1. Les États parties veillent à ce que l'enfant ne soit pas séparé de ses parents contre leur gré, que cette séparation est nécessaire dans l'intérêt supérieur de l'enfant (...)

"L'indifférence est déjà la complicité. Je crois très profondément que dans l'éducation, il y a notre antidote contre les haines contemporaines."

Article 13-1. L'enfant a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique (...)



Oz 20



Article 16-1. Nul enfant ne fera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation.

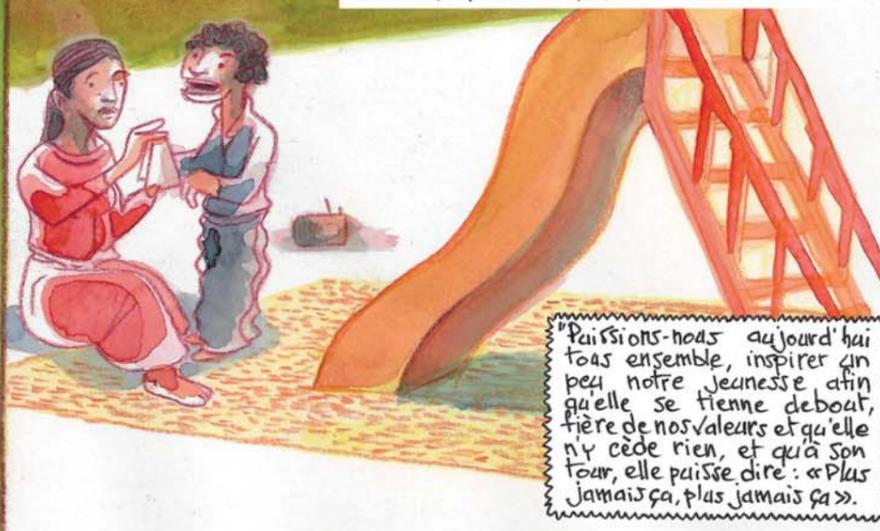
"Laissez-moi raconter l'enfant qui, dans un abri souterrain après une chasse à l'homme demanda à sa mère d'une voix douce, très douce : "Est-ce que je peux pleurer de ja ?"



Jan Jambon



Article 27-1. Les États parties reconnaissent le droit de tout enfant à un niveau de vie satisfaisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social.



"Pussions-nous aujourd'hui tous ensemble, inspirer un peu notre jeunesse afin qu'elle se tienne debout, fière de nos valeurs et qu'elle n'y cède rien, et qu'à son tour, elle puisse dire : « Plus jamais ça, plus jamais ça »."

La Bibliothèque George Orwell présente

Par Jérôme Delnooz, Maud Herbet, Michel Recloux et Tamara Hannay, bibliothécaires-libraire

▼ = coup de cœur

Elena Favilli et Francesca Cavallo, *Histoires du soir pour filles rebelles*, t. 2, Les Arènes, 2018, 19.90€

« 100 nouveaux destins de femmes héroïques du monde entier, d'hier et d'aujourd'hui ».

Voici un livre pour petit·e·s et grand·e·s peignant des portraits variés et inspirants de femmes célèbres ou anonymes. Il s'agit cette fois d'une sélection sur base de suggestions venant des lecteur·rice·s du premier tome. L'ouvrage s'articule toujours en une page dédiée à la description biographique (souvent agrémentée d'anecdotes ou de citations) et une autre consacrée à l'illustration créée par des mains différentes, ce qui amène une diversité dans les styles, les couleurs utilisées... Cette forme permet une dégustation littéraire très libre : une histoire par jour/soir ou davantage pour les plus gourmand·e·s ! À travers ces récits, nous sommes invité·e·s à l'espérance, la libération, la ténacité et l'égalité des sexes.

Maxime Guedj et Anne-Sophie Jacques, *Le dé clic*, Les Arènes, 2020, 19€

« Pour un internet LIBRE – SANS SURVEILLANCE – SANS DÉPENDANCE ». Un ouvrage qui revient sur les dérives d'Internet (privatisation liberticide, mais aussi dépendance, etc.) et leur origine pour proposer ensuite aux lecteurs d'explorer les pistes d'un Internet alternatif : libre, bien commun, outil d'émancipation et de liberté (accompagné de fiches pratiques).

▼ **Valérie Villieu, Antoine Houcke et Annette Wiewiorka (préf.), *Deux hivers un été*, La Boîte à Bulles, 2020, 24€**

Ce roman graphique retrace la vie de Wally Aviam et de sa famille juive d'origine polonaise avant, pendant et après l'occupation allemande en France. Témoignage touchant et réaliste appuyé par le rappel des événements historiques, il balance entre espoir, peur, tragédie et bonheur insouciant. Les dessins réservent quant à eux des surprises tout en restant humbles...

Harry Mulisch et Milan Hulsing, *L'attentat*, La Boîte à Bulles, 2020, 22€

« Un soir de janvier 1945 à Haarlem, alors que les Pays-Bas sont encore occupés, Anton Steenwijk, douze ans, voit sa vie s'effondrer. Fake Ploeg, un collaborateur nazi tristement célèbre pour sa cruauté est abattu dans la rue par des résistants hollandais. Le corps est retrouvé devant la porte de la maison familiale des Steenwijk. En représailles les Allemands brûlent la maison et assassinent les parents et le frère aîné. » Les grandes tranches temporelles qui structurent ce roman graphique donnent un aperçu de la façon dont la vie d'un homme peut se construire sur la fondation d'un événement dramatique et traumatisant. Elles permettent également d'apprendre toujours un peu plus de ce qui s'est passé cette nuit-là, de superposer peu à peu de nouvelles couches de vérité qui, tantôt, rendent l'événement plus insupportable encore, tantôt simplement plus humain. Le trait de Milan Hulsing et son utilisation de la couleur donnent un écho terrible et puissant au texte de Harry Mulisch.

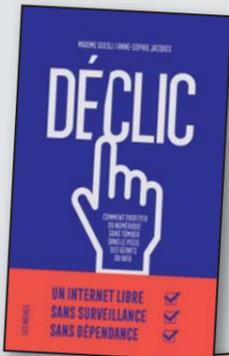
▼ **Pascal Bresson et Sylvain Dorange, *Serge et Beate Klarsfeld : un combat contre l'oubli*, La Boîte à Bulles, 2020, 25€**

1960. Serge est français, enfant d'un père juif assassiné à Auschwitz. Béate est allemande, membre d'une jeunesse qui peine à vivre dans une société conservatrice et empreinte de déni par rapport à son passé nazi. Les deux tombent amoureux... le jour de l'arrestation du SS Adolf Eichmann. Tout un symbole ! À travers le jeune couple, ce sont alors deux types de mémoires qui se rencontrent, se répondent et s'entremêlent. Il s'agit d'assumer leur responsabilité commune face au passé. Un constat de départ qui les engage à « quitter la voie normale pour une vie singulière » dédiée au « militantisme de la mémoire ». En effet, pendant trois décennies intenses, et encore actuellement, ils vont mener un combat contre l'oubli ; d'une part, contre l'impunité d'anciens criminels de guerre nazis (protégés – parfois même réhabilités – par les autorités ou le silence de la société), et d'autre part, pour la réhabilitation des victimes. Ces « chasseurs de nazis » réussiront à braver maints obstacles, et leur insatiable quête de justice débouchera sur de nombreuses victoires, parmi lesquelles la condamnation de Klaus Barbie, le « Boucher de Lyon ».

Une forme d'admiration pour les Klarsfeld transparait dans le récit de Pascal Bresson et le graphisme de Sylvain Dorange. Leur « BD hommage » repose sur un énorme travail biographique, très détaillé, mais dont le dessin épuré, les pincettes d'humour et le style « roman d'aventure » rendent la lecture des plus agréables !

▼ **Stéphane François, *L'Occultisme nazi : entre la SS et l'ésotérisme*, CNRS éditions, 2020, 24€**

S'il est un sujet mal vu des académiques, c'est bien l'aspect ésotérique du nazisme. C'est pourtant un domaine qui fait vendre du papier, qui attire à lui toute une faune de lecteur·rice·s plus ou moins allumé·e·s. Ce n'est pas le cas de Stéphane François, historien du nazisme et professeur à Sciences Po à l'université de Mons, qui déconstruit tout au long de ces pages les mythes autour d'une vision occulte du nazisme. Il est plus facile d'imaginer Hitler en mal incarné qui utilise la magie noire pour dominer le monde que de savoir comment il a été choisi comme Führer par des hommes et des femmes qui ont participé à l'extermination de 6 millions de Juifs.



Lectures déconfinées de Coline Rouche, Julien Paulus et Michel Recloux

▼ **Paul Cauuet et Wilfrid Lupano, *Les vieux fourneaux*, t. 1-5, Dargaud, 2014-2018, 12€**

La série de bande dessinée *Les vieux fourneaux* nous livre les aventures de trois septuagénaires, amis de toujours, qui remuent les vieilles histoires du passé tout en portant un regard critique et indigné sur notre société actuelle. Formé d'un ancien syndicaliste, d'un militant anarchiste et d'un ex-baroudeur, ce trio s'embarque, avec humour et franc-parler, dans des péripéties rocambolesques : chasse aux trésors, règlements de comptes, participation à des actes de désobéissance civile, manifestations antisystèmes, et bien d'autres... Dans ce choc des générations, ils peuvent compter sur Sophie, la petite-fille de l'un d'entre eux, pour les remettre à leur place lorsqu'ils dérapent et leur rappeler que les jeunes ont aussi le pouvoir de faire bouger les choses ! Une série à dévorer sans retenue qui donne envie de s'inspirer de ce trio infernal et... d'agir !



▼ **Vladimir Medvedev, *Zahhâk, le roi serpent*, Les éditions Noir sur Blanc, 2019, 26€**

Derrière ce titre qui semble tout droit tiré d'un univers d'Heroic Fantasy se présente un roman éblouissant qui met en lumière la peu connue guerre civile qui déchira le Tadjikistan des années post-soviétiques.

« Si vous avez peu de terres, il faut y planter de l'or... » Dans les années 90, en plein chaos, Zouhourcho, ancien cadre moyen du Parti communiste, décide de revenir dans ses montagnes natales pour y imposer sa loi et convertir les paysans locaux à la culture du pavot. Mégalomane, il s'affuble d'un python qu'il porte sur les épaules comme le légendaire roi Zahhâk de la mythologie persane. Ancien journaliste ayant passé la plus grande partie de sa vie au Tadjikistan, Vladimir Medvedev est un fin connaisseur ethnographique de ces régions reculées, coincées aux confins de l'Afghanistan. Il nous livre un roman vertigineux, tragique et brutal, d'une beauté à couper le souffle.



▼ **Nathalie Constans et Anya Belyat-Giunta, *Je ne suis pas la bête à manger*, Les Éditions du Chemin de Fer, 2013, 16€**

Récit d'une rencontre improbable de trois personnages étranges dans un monde post-apocalyptique. Il y a d'abord No Ouère, petite fille sauvage « élevée » par un couple de vieux dans le seul objectif de sa survie, elle sait chasser, tuer et dévorer les lièvres. Puis Ozer, invisible à No Ouère, c'est un « putain d'elfe [...] le ventre rond comme une bulle et un costume trois pièces ». Ubodie, troisième personnage, qui nous ressemble le plus,

est une femme qui élève des lapins pour les vendre et payer ses dettes dans une ville où l'industrie de la voiture s'est effondrée, comme à Detroit (Michigan, USA). Cette ville complètement effondrée représente notre société consumériste arrivée en bout de course. Ils s'enfuient en montant à bord d'un paquebot, rempli de voitures et où les riches habitent sur les ponts supérieurs. Ozer va les conduire sur une île qui n'existe pas, coupée en deux par un fleuve, l'île Nonlieu où vivent d'autres elfes. Une île déchirée par deux plaques tectoniques, une île qui pourrait être l'Éden ou Utopie.

« Seul le talent étonnant de Nathalie Constans pouvait créer ce conte déjanté, nourri de culture rock et de mythologie nordique. Inventant une langue, un univers, elle interroge la littérature elle-même, son pouvoir sur le monde et les hommes. Sous couvert d'un récit héroïque, elle dénonce la faillite d'une économie mondialisée, l'ostracisme et le joug de la consommation devenue culture de masse. » (site de l'éditeur)



Ces livres sont disponibles en prêt à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire ou à la vente dans les bonnes librairies dont la librairie Stéphane Hessel à la Cité Miroir.

« Mots »

Par Henri Deleersnijder

Exil

Il est intéressant d'apprendre que le premier sens du mot « exil » est, selon le *Dictionnaire historique de la langue française*, « malheur, tourment ». C'est au XII^e siècle qu'il prend la signification moderne d'« expulsion de quelqu'un hors de sa patrie, avec défense d'y entrer » et de « situation de la personne expulsée ». Plus tard, il finira par désigner le « lieu d'exil » lui-même. Inutile de rappeler combien l'Histoire, si friande de tragédies, a condamné quantité de peuples et d'individus, jusqu'aujourd'hui, à d'insupportables situations de déracinement.

Mais il existe aussi des « exils intérieurs ». Dans son roman *La Peste* (1947), Albert Camus y fait à plusieurs reprises allusion, notamment quand il écrit que « la première chose que la peste apporta à nos concitoyens fut l'exil¹ ». Pour éviter toute contagion en dehors de leur ville d'Oran, ravagée par le fléau, les habitants sont en effet contraints de demeurer entre ses murs. Et l'écrivain humaniste d'ajouter, un peu plus loin dans le même passage : « Ils éprouvaient ainsi la souffrance profonde de tous les prisonniers et de tous les exilés, qui est de vivre avec une mémoire qui ne sert à rien² ». Toutes proportions gardées, voilà un état de « confinés » qui nous rappelle quelque chose...

Des tas de mesures, entièrement compréhensibles au demeurant, nous ont été imposées par les autorités de l'État pour contrecarrer la meurtrière circulation du Covid-19. Ce qui fait que, privés de bises et de poignées de mains, empêtrés dans les gestes barrières, empêchés de nous rapprocher des autres à moins d'1,5 mètre, les évitant même de peur d'être contaminés par le coronavirus ou de le propager à notre insu, nous avons été amenés à vivre dans une bulle, ceci dit au contraire du personnel soignant et des métiers de première nécessité, ces héros du front de la crise sanitaire si généralement négligés et mal payés.

La convivialité, sans laquelle il ne peut y avoir de rencontres vraiment chaleureuses entre les êtres, en a pris un fameux coup. Est-il besoin de dire que les réseaux sociaux ne furent en ces heures qu'un pis-aller et que les apéros virtuels n'ont pas eu alors le charme des vrais, ceux en présentiel selon le jargon actuel ? Aussi est-il grand temps de renouer avec le lien social, où les corps ont plus que jamais leur place. Sans quoi, si la biopolitique (cf. Michel Foucault) devait continuer à s'imposer, nous serions condamnés à devenir à terme des exilés de la vie, médicalement hypercontrôlés. À la façon des robots, en somme.

D'où l'urgence de remettre en cause la société sans-contact physique qui s'annonce (aux membres masqués ?), avec son injonction ressassée de « distanciation sociale », au nom du retour toujours possible des pandémies. Des précautions à respecter, d'accord, en priorité à l'égard d'une nature dont l'espèce humaine fait intégralement partie, mais non au détriment du plaisir de vivre, de la liberté de mouvement ainsi que des luttes sociales à mener collectivement pour plus de justice et de dignité.

Sans quoi, nous risquerions de partager le sort de... l'escargot. À la moindre menace, il retire ses antennes dans sa coquille. Serait-ce le sort réservé à l'homme postmoderne ? Un danger qui surgit et, hop ! le voilà qui s'isole dans son refuge intérieur, à l'abri de ses semblables perçus comme une menace. Heureusement, au moment où s'écrivent ces lignes et où le virus semble s'être assoupi, on n'en est pas là ! Suffit de voir l'immense vague de colère et d'indignation contre le racisme qu'a suscité, à travers le monde, le meurtre de George Floyd par un policier à Minneapolis, aux États-Unis. Tout n'est pas perdu, loin de là. Et c'est tant mieux ! ••

¹ Albert Camus, *La Peste*, Paris, Gallimard, 1947, p. 85.
² *Ibid.*, p. 87.

Les mots des médias sur la migration

Par Olivier Starquit

Dans la vie politique, le choix des mots n'est jamais anodin. En effet, le langage n'est pas un simple outil qui reflète le réel, mais il crée également du réel en orientant les comportements et la pensée. Pour le dire autrement, le langage revêt une importance capitale par sa capacité à imposer l'usage de certains mots ou de certaines expressions, tout en interdisant l'usage d'autres.

Dans la vie politique, le choix des mots n'est jamais anodin. En effet, le langage n'est pas un simple outil qui reflète le réel, mais il crée également du réel en orientant les comportements et la pensée. Pour le dire autrement, le langage revêt une importance capitale par sa capacité à imposer l'usage de certains mots ou de certaines expressions, tout en interdisant l'usage d'autres. Cet outil de communication s'avère donc être aussi un puissant outil de domination. Et vivre dans l'omission de cette évidence peut faire des ravages. Les mots portent, emportent avec eux une vision du monde, une logique politique, des marques de démarcation. Les mots classent, trient, délimitent. Et cela s'applique pleinement au champ de la migration. Ainsi, prenons quelques exemples pour illustrer ce propos et rappelons le mantra du gouvernement de Charles Michel concernant la politique d'immigration : une politique ferme mais humaine. Comme le souligne John Pitseys : « la meilleure manière d'asseoir un énoncé politique est de le faire passer pour évident. La meilleure manière de faire passer celui-ci pour évident est de le soustraire au débat. Enfin, la meilleure manière pour soustraire au débat un énoncé politique est d'empêcher que ses termes entrent dans le champ des énoncés réfutables¹ » (en effet, qui va préconiser une politique migratoire molle et inhumaine ?).

Toujours dans le champ de l'immigration, la N-VA a systématiquement parlé de « transmigrants », impliquant par-là que les personnes qui arrivent sur le sol belge n'ont pas vocation à y rester et qu'il est donc tout à fait justifié de procéder de la manière dont Théo Francken a agi. L'usage de ce terme a été intériorisé dans le Nord du pays et est devenu inconscient, ce qui est loin d'être le cas en Belgique francophone et il n'est pas illusoire de voir un lien entre la résistance contre la politique migratoire et l'absence de recours à ce terme. Quelques exemples encore : notre pays dispose de centres fermés mais notre pays n'expulse pas, il éloigne voire il raccompagne. Enfin, le terme « métèque », du grec ancien μέτοικος, μέτοικος, « qui a changé de résidence », est dans la Grèce antique, un statut intermédiaire entre celui de citoyen et d'étranger, réservé à des ressortissants grecs d'autres cités. Mais, en français, le mot « métèque » a été utilisé dans un contexte xénophobe : il a notamment été employé dans les textes du penseur nationaliste Charles Maurras (à partir de la fin du XIX^e siècle). Le terme a pris une connotation péjorative et est passé dans le langage courant, devenant une insulte désignant les immigrés et dans un sens plus large les étrangers résidant en France. Pinaillage sémantique allez-vous dire ? *Que nenni !* Définir les mots est un acte politique. Qui en fixe le sens se dote d'un atout stratégique.

Du traitement médiatique

« L'arrivée de milliers de personnes et de familles sur le territoire de l'Union européenne » ou « une nuée de migrants envahissent l'Europe » ? Deux phrases qui relatent exactement le même phénomène, deux phrases qui évoquent l'arrivée de réfugiés fuyant la guerre ou des conditions politiques, culturelles, religieuses, climatiques, sociales et économiques intenable et indescriptibles. Ces deux phrases, par le choix des mots, par le cadrage, induisent des perceptions différentes. Et c'est ainsi que face à cet exode, nous assistons à une valse-hésitation sur la manière de traiter du sujet : *migrants, réfugiés, clandestins*. En quoi ceci est-il important et pourquoi certains tendraient-ils à préférer un

terme à un autre ? Comme le souligne Marco Martiniello, « le traitement politique d'une question dépend fortement de la manière dont elle est formulée² ». Ainsi, dans un premier temps, les médias dominants et les hommes et femmes politiques ont eu tendance à utiliser quasi exclusivement le terme de « migrant » afin de surfer sur l'antienne martelée sans cesse des « migrants pour raisons économiques » (indépendamment du fait que le mot « migrant désigne au sens propre une personne quittant son pays pour un autre – quelles que soient ses motivations³ »).

Les mots sont l'émotion !

Dans l'exemple repris ci-dessus, parler de migrants au lieu de personnes a également pour effet de déshumaniser, d'introduire une distance. Par cette froideur sémantique, cette aseptisation, il sera plus facilement acceptable de « refouler un migrant indéfini... et de ne pas venir en aide à un réfugié⁴ ». Le terme de réfugié évoque quant à lui immédiatement le registre historique (la guerre civile espagnole, le régime nazi...) et le domaine juridique (et les droits fondamentaux de la personne qui y sont liés, songeons à la Convention de Genève). Mais, indépendamment de la manière de qualifier ces êtres humains fuyant l'horreur, les autres mots sont déterminants. Tout d'abord évoquer le spectre de l'invasion est tout sauf neutre. Par ailleurs, c'est l'ex Premier ministre britannique David Cameron qui a parlé d'une « nuée » de migrants alors que le terme de « nuée » s'applique aux insectes, pas aux humains (comment par ailleurs ne pas voir une analogie avec la « grogne » des syndicalistes ?). De son côté, Nicolas Sarkozy a comparé les arrivées en Europe à une canalisation qui explose. Le recours à ce registre distille à flux tendu le rejet et la peur, sentiments propices à la prolifération de propos haineux.

Nul ne choisit où il naît !

Or les migrations ont de tout temps existé. Et dans le cas présent, il semble plus aisé de désigner les exilés comme étant responsables alors qu'ils n'ont pas déclenché les guerres, qu'ils n'ont pas nécessairement choisi le système économique qui les broie, de même qu'ils ne sont pas non plus responsables des changements climatiques qui rendent leurs conditions de vie intenable. En somme, ils ne sont nullement responsables des causes profondes qui les poussent à partir à contrecœur (qui quitte ses proches de gaité de cœur ?). En fin de compte, nul ne choisit où il naît, ni le contexte dans lequel il faut vivre et/ou survivre. Et si, pour nous, le choix entre « migrant » et « réfugié » ne se pose pas, il s'agit toutefois de percevoir que c'est bel et bien le cas pour certains et la lucidité glanée à ce sujet nous permet de mieux saisir les fins qu'ils/elles poursuivent. Notons aussi que le terme « expatrié » (voire « expat ») lui, n'est nullement connoté négativement. En ces temps de frilosité politique, il faut rappeler que le droit à la migration existe pour protéger les plus vulnérables ; que les migrations apportent un enrichissement culturel et social par les échanges qu'elles induisent.

¹ John Pitseys, « Une politique ferme mais humaine », *Imagine*, n°126, mars-avril 2018, p.30.

² Marco Martiniello, « En finir avec les amalgames : l'indispensable distinction entre les réfugiés et les migrants », <http://blogs.ulg.ac.be/marcomartiniello/>.

³ <http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/448714/crise-migratoire-migrants-refugies-clandestins-le-choix-des-mots>.

⁴ Marco Martiniello, *op.cit.*

Le non-conformisme, euphémisme de l'extrême droite

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

L'extrême droite aime à se présenter comme un mouvement d'opposition au système, comme une victime de la « bien-pensance », évidemment de gauche, qui aurait pour conséquence que l'on ne pourrait plus rien dire. Ce positionnement stratégique vise principalement à faire sauter un à un les verrous démocratiques mis après la Deuxième Guerre mondiale. S'autoproclamer « non-conformiste » est dans ce sens plus porteur que de s'afficher ouvertement d'extrême droite.

Une pensée « ni de droite, ni de gauche »... dont on connaît la suite

Arnaud Imatz ne semble pas impliqué directement dans une formation de l'extrême droite. Mais une rapide recherche montre que c'est bien dans les revues, cercles et maisons d'édition de cette mouvance qu'on le retrouve. Et ce via le livre ici analysé¹ mais surtout via ses publications sur le fondateur de la phalange espagnole José Antonio Primo De Rivera². Dans son ouvrage, Imatz s'attache à démontrer que le clivage gauche-droite n'est plus pertinent et doit être remplacé par celui entre conformiste et non-conformiste. Une pensée non-conformiste qu'il va s'attacher à détailler : « Bon nombre de gens « cultivés » s'étonnent aujourd'hui encore d'apprendre que, par le nombre et la qualité de leurs penseurs, les écoles traditionaliste, nationaliste et néo-conservatrice rassemblées, rivalisent sans peine avec la foisonnante école libérale et n'ont rien à envier à l'école marxiste³. » Et où l'on retrouve essentiellement des références maintenant connues des lectrices et lecteurs de cette chronique : de Maistre, Rivarol, Bonald, Gobineau, Drumont⁴, Barrès, Sorel, Valois, Maurras⁵, Bernanos, Maulnier⁶, De Corte⁷, Jouvenel, Benois-Méchin, Brasillach, Rebatet, Drieu La Rochelle⁸, Bardèche⁹, Céline¹⁰... Un courant politique qu'il nomme également la « droite nationaliste et populaire » ou la « droite de conviction ». Un ni gauche, ni droite... clairement ancré à droite donc. Ce qui est renforcé par une critique systématique de la gauche et de sa domination : « Depuis 1945, seule la gauche marxiste ou, plus généralement, seul le camp progressiste a décidé, en France, qui est de gauche, comment il faut cerner les contours et définir le contenu de chacun des concepts¹¹. » De plus, « les meilleurs gardiens de l'establishment sont maintenant les partis socialistes et les syndicats. Au lieu des vieilles valeurs de gauche de justice sociale, de solidarité et d'égalité, le socialisme moderne a contribué à introniser le culte du pouvoir et de l'argent, à renforcer le désir effréné de consommer et à banaliser la spéculation et la corruption¹² ». Imatz enchaîne les exemples de cas où la droite et la gauche ont pu prendre des positions similaires : régionalisme, écologie, colonialisme... Et d'évoquer le totalitarisme en insistant sur le fait que le nazisme aurait fait moins de morts que le communisme mais que la différence est qu'il n'a pas avec lui la morale et le discours progressistes. Une argumentation qui a fait son chemin depuis...

En réalité, l'exercice auquel se livre l'auteur est de présenter les thèses des différents courants comme équidistantes afin de dédramatiser le courant de la « contre révolution »¹³. L'opération passe par des critiques, superficielles comparées à celles sur la gauche, sur le FN ou sur la droite traditionaliste dont il souligne que l'influence dans les idées via les revues, cercles... est inversement proportionnel à sa faiblesse numérique. Un autre exemple particulièrement éclairant du confusionnisme pratiqué par Imatz ne se trouve significativement pas dans le texte même, mais dans une note : « Il n'est pas inutile de rappeler que les principaux auteurs révisionnistes français qui nient la planification hitlérienne du génocide juif et l'extermination dans les chambres à gaz [...] viennent de la gauche [...]. Sur les deux thèses en présence, voir Pierre Vidal Naquet Les assassins de la mémoire, Paris, La Découverte, 1987 et Roger Garaudy, Les mythes fondateurs de la politique israélienne, Paris, La Vieille Taupe, 1996¹⁴. » Pour l'auteur, les deux écrits se valent donc, les deux « thèses » doivent être mises sur un pied d'égalité ! Une mise au même niveau de textes qui ne sont pas comparables qui, avec le développement des réseaux sociaux, est devenu un classique de la rhétorique d'extrême droite.

Au final, « en réalité la formule «ni droite, ni gauche» ne définit pas spécifiquement le fascisme. Elle vaut pour toute la famille des idéologies de rassemblement national qui refusent les conceptions de l'homme en société fondées sur l'égoïsme individualiste ou le ressentiment collectiviste. Le fascisme, en fait, n'est qu'un des membres de la vaste famille des idéologies de troisième voie. Il en est le rameau le plus radical, le plus révolutionnaire¹⁵. »

Une « vaste famille » bien connue, comme son programme

Nous l'avons dit l'auteur est un spécialiste de la Phalange, vue comme l'idéal-type du mouvement fasciste. Outre cette référence, il consacre plusieurs pages à l'anglais Oswald Mosley dont il réhabilite le parcours, notamment sur sa vision européenne¹⁶. Au vu des éléments déjà évoqués, on ne sera pas étonné de la proximité d'Imatz avec le mouvement de la Nouvelle Droite : « En quelques années, notamment sous l'influence de ce dernier [de Benoist], la nouvelle droite s'affirmera comme l'un des mouvements de pensée les plus formateurs et les plus féconds de l'après-guerre¹⁷. » On retrouve donc chez l'auteur les conceptions et reformulations du GRECE¹⁸, notamment sur la question de l'immigration et du racisme : « À l'opposé du «mondialisme», invention de la pensée bourgeoise abstraite qui ouvrira tôt ou tard la voie à la guerre des races, il est grand temps de reconnaître pour chaque individu, chaque peuple, chaque race, le droit d'être différent, seul critère valable de la liberté¹⁹. » Cette nouvelle formulation de la Nouvelle Droite a été préparée par un autre courant : « Le néo-racisme se veut alors anti-impérialiste et anticolonialiste [...]. En 1950, le Groupement Nation et Progrès, animé par le principal théoricien d'alors du néo-racisme, l'ancien trotskiste René Binet, demande également le retrait des Blancs de toutes leurs positions coloniales, y compris l'Afrique du Nord, au nom du principe de l'égalité des races et de leur droit à leur espace vital²⁰. »

L'articulation est donc bien de maintenir une inégalité entre les « races » et une non-assimilation possible : « L'intégration n'est viable qu'à une double condition : d'une part que les minorités ne soient pas trop nombreuses par rapport à la population totale (...) d'autre part qu'elles ne manifestent pas un attachement agressif, visible et provocant à leurs us et coutumes, car dès lors c'est l'hospitalité des sociétés d'accueil qui est directement mise en cause. Or, aucune de ces conditions n'est désormais remplie²¹. » Ce n'est donc plus le caractère racial qui est mis en avant mais le critère culturel et religieux. Et c'est en raison de sa composition essentiellement musulmane et donc trop éloignée de la culture chrétienne européenne que l'immigration ne peut fonctionner. Et ce, malgré le discours des « antiracistes ou mixophiles utopiques ». Une formulation dont Imatz souligne lui-même l'efficacité et sa reprise sur le plan politique : « Face aux arguments de type individualiste et universaliste, le FN définit une exigence identitaire et différencialiste qui n'exclut pas la référence à une commune humanité. (...) Le FN laisse la communauté nationale ouverte aux ressortissants de notre communauté européenne de destin, de religion, de culture et de civilisation ; mais il entend inverser le courant migratoire en provenance du Maghreb et d'Afrique Noire, en couplant le retour avec la formation professionnelle des migrants et l'aide au développement économique des pays d'origine²². »

Une pensée qui s'inscrit contre l'héritage des Lumières

Le « ni droite, ni gauche » débouche donc surtout sur une vision de droite et d'extrême droite. Le cas du club de l'Horloge²³ qui rompt par pragmatisme avec le GRECE pour influencer encore plus la droite est évidemment emblématique : « lutte contre l'étatisme, le dirigisme et la technocratie ; critique de l'utopie égalitaire à la lumière des sciences de la vie ; renforcement du pouvoir exécutif ; application de la démocratie directe ; liberté de l'enseignement face au monopole de l'État, défense de la propriété ; promotion de l'économie de marché, assainissement des finances publiques ; préférence pour l'impôt sur la consommation, au détriment de l'impôt sur le revenu ; réduction de la pression fiscale ; dénonciation des effets pervers de la protection sociale, des nouveaux privilèges camouflés au fil du temps derrière le paravent

des «acquis sociaux» ; libéralisation du marché du travail ; suppression du monopole syndical dans les élections professionnelles ; libération des échanges ; octroi de la nationalité française aux seuls étrangers qui se sont assimilés, rapatriement progressif de la population étrangère non européenne ; rétablissement de la peine de mort pour les crimes de sang [...]»²⁴. Des éléments que l'on retrouve aujourd'hui dans quasi tous les programmes d'extrême droite voire de droite.

Terminons par montrer combien derrière des discordances se cache bien une pensée construite et cohérente²⁵ : « Il s'agit seulement de montrer l'existence d'un dénominateur commun de la pensée non-conformiste, qui réside à la fois dans la critique radicale du rationalisme ; dans la condamnation de la vision matérialiste et bourgeoise du monde ; dans la révolte contre la société actuelle ; dans le rejet du progressisme ; dans la volonté de dépasser la sécularisation (...)»²⁶. C'est donc bien l'universalisme porté par les Droits de l'Homme dans la foulée des Lumières qu'il s'agit de combattre : « Les épigones des Lumières ne font en définitive que réactiver les mêmes projets éculés, mais sans cesse repris, qui prétendent mêler et confondre toutes les familles, tous les peuples, toutes les ethnies, toutes les cultures, pour les broyer dans le grand mortier du mondialisme²⁷. » Face à cela, seule une vision du monde cohérente peut s'opposer : « À l'entreprise rationaliste et volontariste des hommes pour modifier les institutions, la pensée contre-révolutionnaire oppose l'ordre naturel, aux impératifs de la raison universelle, l'œuvre du temps. La doctrine contre-révolutionnaire s'en prend à l'abstraction révolutionnaire au nom de la diversité des pays et des peuples. Hommes et sociétés sont marqués par le milieu naturel, qu'ils transforment d'ailleurs. (...) La pensée contre-révolutionnaire est anti-égalitariste. Sous sa triple forme religieuse, politique et socio-économique, l'égalitarisme est pour elle une illusion²⁸. »

Et donc de retrouver ce concept central d'inégalité naturelle indépassable.

- 1 Imatz, Arnaud, *Par-delà droite et gauche. Permanence et évolution des idéaux et des valeurs non conformistes*, Paris, Godefroy de Bouillon, 1996. La visite du site des éditions Godefroy de Bouillon (référence habituelle de l'extrême droite pour son rôle dans les Croisades) étant particulièrement illustrative.
- 2 Voir « La troisième voie phalangiste », in *Aide-mémoire* n°83 de janvier-mars 2018.
- 3 P.17.
- 4 Voir « Un populisme du 19^e siècle », in *Aide-mémoire* n°29 de juillet-septembre 2004.
- 5 Voir « De l'inégalité à la monarchie », in *Aide-mémoire* n°33 de juillet-septembre 2005.
- 6 Voir « Antimarxisme et antidémocratisme, bref d'extrême droite », in *Aide-mémoire* n°82 d'octobre-décembre 2017.
- 7 Voir « L'extrême droite n'a jamais cessé d'exister », in *Aide-mémoire* n°32 d'avril-juin 2005.
- 8 Voir « Un vrai fasciste : ni de droite, ni de gauche mais... d'extrême droite », in *Aide-mémoire* n°31 de janvier-mars 2005.
- 9 Voir « Le fascisme n'a pas confiance dans le peuple », in *Aide-mémoire* n°53 de juillet-septembre 2010.
- 10 Voir « L'antisémitisme est-il une futilité ? », in *Aide-mémoire* n°26 d'octobre-décembre 2003.
- 11 P.17.
- 12 P.25.
- 13 Voir « La pensée "contre-révolutionnaire" », in *Aide-mémoire* n°36 d'avril-juin 2006.
- 14 P.90, note 72. Voir également « Quand le relativisme sert à masquer le négationnisme » in *Aide-mémoire* n°34 d'octobre-décembre 2005.
- 15 P.147.
- 16 Voir « Le nationalisme européen de l'extrême droite », in *Aide-mémoire* n°35 de janvier-mars 2006.
- 17 P.177 Voir « Le Gramsci de l'extrême droite », in *Aide-mémoire* n° 78 d'octobre-décembre 2016.
- 18 Voir « L'inégalité comme étoile polaire de l'extrême droite », in *Aide-mémoire* n°66 d'octobre-décembre 2013.
- 19 P.197.
- 20 P.64 Voir « Une troisième voie : le socialisme racial », in *Aide-mémoire* n°57 de juillet-septembre 2011.
- 21 P.41.
- 22 P.217.
- 23 Voir « De la porosité de la droite envers l'extrême droite », in *Aide-mémoire* n°84 d'avril-juin 2018.
- 24 Pp.201-202.
- 25 Sur les divergences voir notamment « La tendance païenne de l'extrême droite », in *Aide-mémoire* n°38 d'octobre-décembre 2006, versus « La Loi du décalogue », in *Aide-mémoire* n°64 d'avril-juin 2013.
- 26 P.10.
- 27 P.221.
- 28 P.103.





Le réseau « Territoire de Mémoire »
 Les villes ou les communes
 Aiseau-Presles, Amay, Andenne, Anderlecht, Anderlues, Anhée, Ans, Anthignes, Antoing, Arlon, Assesse, Aubange, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beaumont, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusay, Beloeil, Berloz, Bertrix, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-L'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Braives, Bruxelles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chièvres, Chimay, Chiny, Ciney, Clavier, Colfontaine, Comblain-au-Pont, Comines-Warmon, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussines, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeek, Evere, Farciennes, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Froidchapelle, Gedinne, Geer, Genappe, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Hotton, Houffalize, Huy, Incourt, Ittre, Jalhay, Jemeppe-sur-Sambre, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Liège, Liernu, Limbourg, Lincet, Lobbes, Malmedy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohey, Onhaye, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Quaregnon, Quévy, Ramillies, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rouvrois, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Gilles, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Silly, Sivry-Rance, Soignies, Sombreffe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Thuin, Tintlot, Tintigny, Trois-Ponts, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verlaine, Verviers, Vielsalm, Viroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimes, Walcourt, Wanze, Waremme, Wasseiges, Wavre, Welkenraedt, Wellin, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Yvoir
 Les provinces : Brabant wallon, Hainaut, Liège, Luxembourg

Le Mot du président

Par Jérôme Jamin



Si les statuts de notre association ne mentionnent nulle part la santé parmi nos principaux objets sociaux, notre combat n'aura jamais été aussi important depuis le début de la pandémie ! Par rapport à des enjeux anciens qui remontent en puissance, par rapport à l'actualité internationale de ces dernières années, vis-à-vis de drames récents, mais aussi par rapport à notre agenda eu égard à notre Manifeste, notre Mémorandum et nos objectifs opérationnels à court terme.

Les enjeux anciens remontent en puissance lorsqu'on observe à quel point la Chine a profité de la crise sanitaire mondiale pour renforcer la violence et la toute-puissance politique du parti communiste, développer son système concentrationnaire, et préparer une répression systémique à Hong-Kong. Ce n'est qu'un exemple parmi de nombreux autres (Syrie, Arabie Saoudite, Turquie, et bien entendu Hongrie au sein de l'Union européenne...).

Des défis plus récents ont pris une tournure dramatique lorsque des chefs d'État puissants à la tête de nations influentes, comme Donald Trump et Jair Bolsonaro, ont fait remonter au sommet du pouvoir des théories du complot en général réservées à des milieux plus marginaux. Les deux hommes se méfient du discours sur le réchauffement climatique qu'ils voient comme une supercherie et accusent la Chine d'avoir organisé la crise du Coronavirus, les deux ont popularisé la théorie du complot dites du « marxisme culturel », une théorie qui vient des États-Unis et qui a été diffusée dans les ouvrages de l'ultra-conservateur Pat Buchanan au début des années 2000. Pour faire simple, le « marxisme culturel » est une théorie du complot qui affirme l'existence de deux types de marxisme dans la pensée occidentale du XX^e siècle, le premier était à caractère économique et révolutionnaire et avançait à visage découvert (il s'effondre avec la chute du bloc soviétique), le second était à caractère culturel et beaucoup plus discret donc beaucoup plus efficace, il serait à l'origine de l'antiracisme, de l'égalitarisme, du féminisme et de la théorie du genre qui visent à dégrader et à affaiblir l'homme « blanc traditionnel, fort, impulsif et courageux ». Chez Trump, c'est l'ancien conseiller Steve Bannon qui a fait rentrer la théorie à la Maison blanche. Chez Bolsonaro, c'est son gourou Olavo de Carvalho.

Notre combat n'aura jamais été aussi important depuis le début de la pandémie, notamment vis-à-vis de l'actualité immédiate dans le domaine des relations ethniques, en Europe mais surtout aux États-Unis suite au décès de George Floyd à Minneapolis, étouffé par un policier blanc le 25 mai dernier. Romain Gary disait : « Le racisme,

c'est quand ça ne compte pas. Quand ils ne comptent pas. Quand on peut faire n'importe quoi avec eux, ça ne compte pas, parce qu'ils ne sont pas comme nous. Tu comprends ? Ils ne sont pas des nôtres. On peut s'en servir sans déchoir. On ne perd pas sa dignité, son "honneur". Ils sont tellement différents de nous qu'il n'y a pas à se gêner, il ne peut y avoir... il ne peut y avoir jugement voilà. On peut leur faire faire n'importe quelle besogne parce que de toute façon, le jugement qu'ils portent sur nous, ça n'existe pas, ça ne peut pas salir... C'est ça, le racisme ». C'est exactement ce que l'on voit dans les yeux du policier qui a coincé le cou de Floyd pendant de longues minutes alors que ce dernier ne cessait de répéter qu'il ne pouvait respirer. « Le racisme, c'est quand ça ne compte pas. »

Il y a enfin le futur de notre agenda eu égard à notre Manifeste, notre Mémorandum et nos objectifs opérationnels à court terme. Et ici, il faut revenir sur le problème d'Internet et des réseaux sociaux par rapport aux mensonges, à la haine et aux théories du complot. Trois éléments majeurs (en partie) nouveaux dessinent le monde qui nous attend. Il y a d'abord les réseaux sociaux qui rendent accessibles à peu près tout et n'importe quoi pour n'importe qui et n'importe quand, alors qu'avant il fallait commander dans les librairies spécialisées des revues pointues à caractère conspirationniste. C'est comme le porno, les théories du complot sont partout, disponibles à n'importe quelle heure, et accessibles gratuitement, en quantité infinie. Il y a ensuite l'impact des algorithmes de Google et des réseaux sociaux qui enferment les gens dans des mondes de plus en plus étriqués où vous êtes confirmés dans vos croyances et isolés des contradictions et des autres points de vue. C'est le principal problème d'Internet qui certes nous permet de trouver ce que l'on cherche mais en nous protégeant et en nous isolant du reste qui finit par ne pas exister. Il y a enfin le fait que le mensonge politique sur les réseaux sociaux (via la publicité politique payante) est extrêmement rentable, des gens comme Mark Zuckerberg ont clairement indiqué qu'ils ne mettraient pas fin à ce business très juteux, soi-disant au nom de la liberté d'expression, au risque de refuser de censurer les appels à la violence de l'occupant de la Maison blanche lors des manifestations qui ont suivi le décès de Floyd. Au risque de tolérer le racisme et la haine sur Facebook faisant de ce réseau social le premier portail raciste sur Internet, loin devant le site officiel du parti nazi américain (*The American Nazi Party*). Contrairement à une idée reçue, Facebook est bien plus un média avec une ligne éditoriale (et donc une responsabilité devant la justice) qu'une plateforme automatisée qui ne pourrait être tenue pour responsable des contenus qu'elle diffuse. De plus en plus de choix politiques ont été réalisés par l'équipe de Zuckerberg ces derniers temps et la fin de cette immunité est un combat de premier ordre ! ●●

Portez la Mémoire et construisez l'avenir

Devenez membre

et profitez entre-autres des avantages suivants :

- La revue Aide-Mémoire à votre domicile
- L'entrée gratuite à l'exposition Plus jamais ça !
- Tarif réduit pour les activités de La Cité Miroir

VERSEZ 10 € (5 € pour les moins de 26 ans) sur le compte
BE14 0682 4315 5583
 Une carte vous sera envoyée et vous bénéficierez des avantages.

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

www.territoires-memoire.be/membre

Aide-Mémoire Publication trimestrielle du Centre d'Éducation à la Résistance et à la Citoyenneté • Aide-Mémoire est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire" • Président : Jérôme Jamin • Directeur : Philippe Evrard • Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège • Tél. : 04 232 70 60 • Fax : 04 232 70 65 • e-mail : aide-memoire@territoires-memoire.be • www.territoires-memoire.be • Revue membre de l'Association des revues Scientifiques et Culturelles <http://www.arsc.be> • Editeur responsable : Jérôme Jamin • Directeur de la publication : Philippe Evrard • Rédacteur en chef : Julien Paulus • Comité de rédaction : Henri Deleersnijder, Jérôme Delnooz, Jenifer Devresse, Tamara Hannay, Gaëlle Henrard, Maud Herbet, Jérôme Jamin, Maite Molina Mármol, Gilles Rahier, Michel Recloux, Olivier Starquit • Planche p.8 par OZALID • Infographie et mise en page : Millilu - Valérie Pernot - Polleur • Impression : Vervinck et fils • Les articles non signés sont tous de la rédaction. Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs. • ISSN 1377-7831

Vos données personnelles font l'objet d'un traitement destiné uniquement à vous informer des activités de notre association sans but lucratif (asbl). Cette dernière met en œuvre toutes les mesures pour assurer la sécurité de vos données et le respect de votre vie privée. En aucun cas ces données ne seront vendues ou cédées à des tiers. Vous pouvez modifier ou faire supprimer vos coordonnées en adressant un courriel à administration@territoires-memoire.be ou en téléphonant au 04 232 70 60. Vous avez également, en cas de difficulté persistante, la possibilité d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données (APD).

